

LAND	Type instemming	Instemming datum	Datum inwerkingtreding
SERVIË	Bekrachtiging	24/11/2000	24/11/2001
SLOVAKIJE	Bekrachtiging	14/06/2002	14/06/2003
SLOVENIE	Bekrachtiging	29/05/1992	29/05/1993
SPANJE	Bekrachtiging	11/09/1985	11/09/1986
SWEDEN	Bekrachtiging	11/08/1982	11/08/1983
URUGUAY	Bekrachtiging	16/11/1989	16/11/1990
VENEZUELA	Bekrachtiging	27/11/1984	27/11/1985
YEMEN	Bekrachtiging	13/03/1989	13/03/1990

**SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

[C – 2019/41027]

1^{er} MARS 1998. — Loi portant assentiment à la Convention n° 128 concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, adoptée à Genève le 29 juin 1967 par la Conférence internationale du Travail lors de sa cinquante et unième session (1)(2)(3)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. La Convention n°128 concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, adoptée à Genève le 29 juin 1967 par la Conférence internationale du Travail lors de sa cinquante et unième session, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} mars 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Le Ministre des Pensions,
M. COLLA

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. SMET

Le Ministre des Affaires sociales,
M. DE GALAN

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Notes

1) Sénat de Belgique (www.senate.be):

Documents: 1-519/1 (1996-1997)

Rapport: 15/01/1997.

La Chambre des représentants (www.lachambre.be) :

Documents : 49-1050/1 (1996-1997)

Rapport: 19/12/1997.

2) Voir Décret de la Communauté flamande/ Région flamande du 13/03/2009 (*Moniteur belge* du 16/04/2009), Décret de la Communauté française du 19/07/2011 (*Moniteur belge* du 16/08/2011), Décret de la Communauté germanophone du 16/12/2002 (*Moniteur belge* du 20/01/2003), Décret de la Région wallonne du 20/07/2011 (*Moniteur belge* du 08/08/2011+09/08/2011), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 05/02/2015 (*Moniteur belge* du 19/02/2015).

3) Voir liste Etats liés.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

[C – 2019/41027]

1 MAART 1998. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst nr. 128 betreffende uitkeringen inzake invaliditeit, ouderdom en nagelaten betrekkingen, aangenomen te Genève op 29 juni 1967 door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar eenenvijftigste zitting (1)(2)(3)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. De Overeenkomst nr. 128 betreffende uitkeringen inzake invaliditeit, ouderdom en nagelaten betrekkingen, aangenomen te Genève op 29 juni 1967 door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar eenenvijftigste zitting, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 maart 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

De Minister van Pensioenen,
M. COLLA

De Minister van Arbeid en Tewerkstelling,
M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,
M. DE GALAN

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

Nota's

(1) Senaat van België (www.senate.be):

Stukken: 1-519/1 (1996-1997)

Verslag: 15/01/1997.

Kamer van Volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):

Stukken: 49-1050/1 (1996-1997)

Verslag: 19/12/1997.

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/ het Vlaamse Gewest van 13/03/2009 (*Belgisch Staatsblad* van 16/04/2009), Decreet van de Franse Gemeenschap van 19/07/2011 (*Belgisch Staatsblad* van 16/08/2011), Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 16/12/2002 (*Belgisch Staatsblad* van 20/01/2003), Decreet van het Waalse Gewest van 20/07/2011 (*Belgisch Staatsblad* van 08/08/2011+09/08/2011), Ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 05/02/2015 (*Belgisch Staatsblad* van 19/02/2015).

(3) Zie lijst gebonden staten.

CONVENTION 128**Convention concernant les prestations d'invalidité,
de vieillesse et de survivants**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 7 juin 1967, en sa cinquante et unième session;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la révision de la convention sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933, de la convention sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933, de la convention sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933, de la convention sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933, de la convention sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933, et de la convention sur l'assurance-décès (agriculture), 1933, question qui constitue le quatrième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale,

Adopte, ce vingt-neuvième jour de juin de mil neuf cent soixante-sept, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967.

PARTIE I^{re}**Dispositions générales****Article 1^{er}**

Aux fins de la présente convention :

a) le terme « législation » comprend les lois et règlements, aussi bien que les dispositions statutaires en matière de sécurité sociale;

b) le terme « prescrit » signifie déterminé par ou en vertu de la législation nationale;

c) le terme « entreprise industrielle » comprend toute entreprise relevant des branches suivantes d'activité économique : industries extractives; industries manufacturières; bâtiment et travaux publics; électricité, gaz, eau et services sanitaires; transports, entrepôts et communications;

d) le terme « résidence » désigne la résidence habituelle sur le territoire du Membre, et le terme « résident » désigne une personne qui réside habituellement sur le territoire du Membre;

e) le terme « à charge » vise l'état de dépendance présumé existant dans des cas prescrits;

f) le terme « épouse » désigne une épouse qui est à la charge de son mari;

g) le terme « veuve » désigne une femme qui était à la charge de son époux au moment du décès de celui-ci;

h) le terme « enfant » désigne :

i) un enfant qui est au-dessous de l'âge auquel la scolarité obligatoire prend fin ou un enfant de moins de quinze ans, l'âge le plus élevé devant être pris en considération;

ii) dans des conditions prescrites, un enfant au-dessous d'un âge plus élevé que l'âge indiqué au sous-alinéa précédent, lorsqu'il est placé en apprentissage, poursuit ses études ou est atteint d'une maladie chronique ou d'une infirmité le rendant inapte à l'exercice d'une activité professionnelle quelconque, à moins que la législation nationale ne définit le terme « enfant » comme comprenant tout enfant au-dessous d'un âge sensiblement plus élevé que l'âge indiqué au sous-alinéa précédent;

i) le terme « stage » désigne soit une période de cotisation, soit une période d'emploi, soit une période de résidence, soit une combinaison quelconque de ces périodes, selon ce qui est prescrit;

j) les termes « prestations contributives » et « prestations non contributives » désignent respectivement les prestations dont l'octroi dépend et les prestations dont l'octroi ne dépend pas d'une participation financière directe des personnes protégées ou de leur employeur, ou d'une condition de stage professionnel.

Article 2

1. Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur doit appliquer :

a) la partie I^{re} ;

b) l'une au moins des parties II, III et IV;

c) les dispositions correspondantes des parties V et VI;

d) la partie VII.

2. Tout Membre doit spécifier dans sa ratification la partie ou les parties, parmi les parties II à IV de la présente convention, pour lesquelles il accepte les obligations découlant de la convention.

Article 3

1. Tout Membre qui a ratifié la présente convention peut, par la suite, notifier au Directeur général du Bureau international du Travail qu'il accepte les obligations découlant de la convention en ce qui concerne l'une ou plusieurs des parties II à IV qui n'ont pas déjà été spécifiées dans sa ratification.

2. Les engagements prévus au paragraphe précédent seront réputés partie intégrante de la ratification et porteront des effets identiques dès la date de leur notification.

Article 4

1. Un Membre dont l'économie n'a pas atteint un développement suffisant peut, par une déclaration motivée accompagnant sa ratification, se réserver le bénéfice des dérogations temporaires prévues au paragraphe 2 de l'article 9, paragraphe 2, de l'article 13, au paragraphe 2 de l'article 16 et au paragraphe 2 de l'article 22.

2. Tout Membre qui a fait une déclaration en application du paragraphe précédent doit, dans les rapports sur l'application de la présente convention qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, faire connaître à propos de chacune des dérogations dont il s'est réservé le bénéfice :

- a) soit que les raisons qu'il a eues pour ce faire existent toujours;
 - b) soit qu'il renonce, à partir d'une date déterminée, à se prévaloir de la dérogation en question.
3. Tout Membre qui a fait une déclaration en application du paragraphe 1 du présent article devra augmenter le nombre des salariés protégés, lorsque les circonstances le permettront.

Article 5

Lorsque, en vue de l'application de l'une quelconque des parties II à IV de la présente convention visée par sa ratification, un Membre est tenu de protéger des catégories prescrites de personnes formant, au total, au moins un pourcentage déterminé des salariés ou de l'ensemble de la population économiquement active, ce Membre doit s'assurer, avant de s'engager à appliquer ladite partie, que le pourcentage en question est atteint.

Article 6

En vue d'appliquer les parties II, III ou IV de la présente convention, un Membre peut prendre en compte la protection résultant d'assurances qui, en vertu de sa législation, ne sont pas obligatoires pour les personnes protégées, lorsque ces assurances :

- a) sont contrôlées par les autorités publiques ou administrées en commun, conformément à des normes prescrites, par les employeurs et les travailleurs;
- b) couvrent une partie substantielle des personnes dont le gain ne dépasse pas celui de l'ouvrier masculin qualifié;
- c) satisfont, conjointement avec les autres formes de protection, s'il y a lieu, aux dispositions de la convention qui leur sont relatives.

PARTIE II

Prestations d'invalidité

Article 7

Tout Membre pour lequel la présente partie de la convention est en vigueur doit garantir aux personnes protégées l'attribution de prestations d'invalidité, conformément aux articles ci-après de ladite partie.

Article 8

L'éventualité couverte doit comprendre l'incapacité d'exercer une activité professionnelle quelconque, dans une mesure prescrite, lorsqu'il est probable que cette incapacité sera permanente ou lorsqu'elle subsiste à l'expiration d'une période prescrite d'incapacité temporaire ou initiale.

Article 9

1. Les personnes protégées doivent comprendre :

- a) soit tous les salariés, y compris les apprentis;

b) soit des catégories prescrites de la population économiquement active formant, autotal, 75 p.c. au moins de l'ensemble de la population économiquement active;

c) soit tous les résidents ou les résidents dont les ressources pendant l'éventualité n'excèdent pas des limites prescrites conformément aux dispositions de l'article 28.

2. Lorsqu'une déclaration faite en application de l'article 4 est en vigueur, les personnes protégées doivent comprendre :

a) soit des catégories prescrites de salariés formant, au total, 25 p.c. au moins de l'ensemble des salariés;

b) soit des catégories prescrites de salariés des entreprises industrielles, formant, au total, 50 p.c. au moins de l'ensemble des salariés travaillant dans des entreprises industrielles.

Article 10

Les prestations d'invalidité doivent être servies sous forme de paiement périodique calculés :

a) conformément aux dispositions, soit de l'article 26, soit de l'article 27, lorsque sont protégés des salariés ou des catégories de la population économiquement active;

b) conformément aux dispositions de l'article 28, lorsque sont protégés tous les résidents, ou les résidents dont les ressources pendant l'éventualité n'excèdent pas des limites prescrites.

Article 11

1. Les prestations visées à l'article 10 doivent, en cas de réalisation de l'éventualité couverte, être garanties au moins :

a) à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, selon des règles prescrites, un stage qui peut consister soit en quinze années de cotisation ou d'emploi, soit en dix années de résidence;

b) lorsque, en principe, toutes les personnes économiquement actives sont protégées, à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, selon des règles prescrites, un stage de trois années de cotisation et au titre de laquelle ont été versées, au cours de la période active de sa vie, des cotisations dont le nombre moyen annuel ou le nombre annuel atteint un chiffre prescrit.

2. Lorsque l'attribution des prestations d'invalidité est subordonnée à l'accomplissement d'une période minimum de cotisation, d'emploi ou de résidence, des prestations réduites doivent être garanties au moins :

a) à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, selon des règles prescrites, un stage de cinq années de cotisation, d'emploi ou de résidence;

b) lorsque, en principe, toutes les personnes économiquement actives sont protégées, à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, selon des règles prescrites, un stage de trois années de cotisation et au titre de laquelle a été versée, au cours de la période active de sa vie, la moitié du nombre moyen annuel ou du nombre annuel de cotisations prescrit auquel se réfère l'alinéa *b)* du paragraphe 1 du présent article.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article seront considérées comme satisfaites lorsque des prestations calculées conformément à la partie V, mais selon un pourcentage inférieur de dix unités à celui qui est indiqué dans le tableau annexé à ladite partie pour le bénéficiaire type, sont au moins garanties à toute personne protégée qui a accompli, selon des règles prescrites, cinq années de cotisation, d'emploi ou de résidence.

4. Une réduction proportionnelle du pourcentage indiqué dans le tableau annexé à la partie V peut être opérée, lorsque le stage requis pour l'attribution de prestations correspondant au pourcentage réduit est supérieur à cinq années de cotisation, d'emploi ou de résidence, mais inférieur à quinze années de cotisation ou d'emploi ou à dix années de résidence; des prestations réduites seront attribuées conformément au paragraphe 2 du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article seront considérées comme satisfaites lorsque des prestations calculées conformément à la partie V sont au moins garanties à toute personne protégée qui a accompli, selon des règles prescrites, un stage de cotisation ou d'emploi qui ne devrait pas dépasser cinq années à un âge minimum prescrit, mais qui peut être plus élevé en fonction de l'âge sans toutefois pouvoir dépasser un nombre maximum d'années prescrit.

Article 12

Les prestations visées aux articles 10 et 11 doivent être accordées pendant toute la durée de l'éventualité ou jusqu'à leur remplacement par des prestations de vieillesse.

Article 13

1. Tout Membre pour lequel la présente partie de la convention est en vigueur doit, dans des conditions prescrites :

a) prévoir des services de rééducation destinés à préparer les invalides, dans tous les cas où cela est possible, à reprendre leur activité antérieure ou, si cela n'est pas possible, à exercer une autre activité professionnelle qui convienne le mieux possible à leurs aptitudes et à leurs capacités;

b) prendre des mesures tendant à faciliter le placement des invalides dans un emploi approprié.

2. Lorsqu'une déclaration faite en application de l'article 4 est en vigueur, le Membre intéressé peut déroger aux dispositions du paragraphe précédent.

PARTIE III

Prestations de vieillesse

Article 14

Tout Membre pour lequel la présente partie de la convention est en vigueur doit garantir aux personnes protégées l'attribution de prestations de vieillesse, conformément aux articles ci-après de ladite partie.

Article 15

1. L'éventualité couverte est la survivance au-delà d'un âge prescrit.

2. L'âge prescrit ne doit pas dépasser soixante-cinq ans. Toutefois, un âge supérieur peut être prescrit par les autorités compétentes, eu égard à des critères démographiques, économiques et sociaux appropriés, justifiés par des statistiques.

3. Si l'âge prescrit est égal ou supérieur à soixante-cinq ans, cet âge doit être abaissé, dans des conditions prescrites, pour les personnes qui ont été occupées à des travaux considérés par la législation nationale comme pénibles ou insalubres aux fins de l'attribution des prestations de vieillesse.

Article 16

1. Les personnes protégées doivent comprendre :

a) soit tous les salariés, y compris les apprentis;

b) soit des catégories prescrites de la population économiquement active formant, au total, 75 p.c. au moins de l'ensemble de la population économiquement active;

c) soit tous les résidents ou les résidents dont les ressources pendant l'éventualité n'excèdent pas des limites prescrites conformément aux dispositions de l'article 28.

2. Lorsqu'une déclaration faite en application de l'article 4 est en vigueur, les personnes protégées doivent comprendre :

a) soit des catégories prescrites de salariés formant, au total, 25 p.c. au moins de l'ensemble des salariés;

b) soit des catégories prescrites de salariés des entreprises industrielles, formant, au total, 50 p.c. au moins de l'ensemble des salariés travaillant dans des entreprises industrielles.

Article 17

Les prestations de vieillesse doivent être servies sous forme de paiements périodiques calculés :

a) conformément aux dispositions, soit de l'article 26, soit de l'article 27, lorsque sont protégés des salariés ou des catégories de la population économiquement active;

b) conformément aux dispositions de l'article 28, lorsque sont protégés tous les résidents, ou les résidents dont les ressources pendant l'éventualité n'excèdent pas des limites prescrites.

Article 18

1. Les prestations visées à l'article 17 doivent, en cas de réalisation de l'éventualité couverte, être garanties au moins :

a) à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, selon des règles prescrites, un stage qui peut consister soit en trente années de cotisation ou d'emploi, soit en vingt années de résidence;

b) lorsque, en principe, toutes les personnes économiquement actives sont protégées, à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, un stage de cotisation prescrit et au titre de laquelle ont été versées, au cours de la période active de sa vie, des cotisations dont le nombre moyen annuel atteint un chiffre prescrit.

2. Lorsque l'attribution des prestations de vieillesse est subordonnée à l'accomplissement d'une période minimum de cotisation ou d'emploi, des prestations réduites doivent être garanties au moins :

a) à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, selon des règles prescrites, un stage de quinze années de cotisation ou d'emploi;

b) lorsque, en principe, toutes les personnes économiquement actives sont protégées, à une personne protégée ayant accompli, avant la réalisation de l'éventualité, un stage de cotisation prescrit et au titre de laquelle a été versée, au cours de la période active de sa vie, la moitié du nombre moyen annuel de cotisations prescrit auquel se réfère l'alinéa b) du paragraphe 1^{er} du présent article.

3. Les dispositions du paragraphe 1^{er} du présent article seront considérées comme satisfaites lorsque des prestations calculées conformément à la partie V, mais selon un pourcentage inférieur de dix unités à celui qui est indiqué dans le tableau annexé à ladite partie pour le bénéficiaire type, sont au moins garanties à toute personne protégée qui a accompli, selon des règles prescrites, soit dix années de cotisation ou d'emploi, soit cinq années de résidence.

4. Une réduction proportionnelle du pourcentage indiqué dans le tableau annexé à la partie V peut être opérée, lorsque le stage requis pour l'attribution de prestations correspondant au pourcentage réduit est supérieur à dix années de cotisation ou d'emploi ou à cinq années de résidence, mais inférieur à trente années de cotisation ou d'emploi ou à vingt années de résidence. Au cas où ledit stage est supérieur à quinze années de cotisations ou d'emploi, des prestations réduites seront attribuées conformément au paragraphe 2 du présent article.

Article 19

Les prestations visées aux articles 17 et 18 doivent être accordées pendant toute la durée de l'éventualité.

PARTIE IV

Prestations de survivants

Article 20

Tout membre pour lequel la présente partie de la convention est en vigueur doit garantir aux personnes protégées l'attribution de prestations de survivants, conformément aux articles ci-après de ladite partie.

Article 21

1. L'éventualité couverte doit comprendre la perte de moyens d'existence subie par la veuve ou les enfants du fait du décès du soutien de famille.

2. Le droit d'une veuve à des prestations de survivants peut être subordonné à la condition qu'elle ait atteint un âge prescrit. Cet âge ne doit pas être supérieur à l'âge prescrit pour avoir droit aux prestations de vieillesse.

3. Toutefois, aucune condition d'âge ne peut être exigée :

a) soit lorsque la veuve est invalide, dans le sens prescrit;

b) soit lorsque la veuve a un enfant du défunt à sa charge.

4. Pour une qu'une veuve sans enfant ait droit à des prestations de survivants, une durée minimum de mariage peut être prescrite.

Article 22

1. Les personnes protégées doivent comprendre :

a) soit les épouses, les enfants et les autres personnes à charge désignées par la législation nationale, dont le soutien de famille était salarié ou apprenti;

b) soit les épouses, les enfants et les autres personnes à charge désignées par la législation nationale, dont le soutien de famille appartenait à des catégories prescrites de la population économiquement active, formant, au total 75 p.c. au moins de l'ensemble de la population économiquement active;

c) soit toutes les veuves, tous les enfants et toutes les autres personnes à charge désignées par la législation nationale qui ont perdu leur soutien de famille, qui ont la qualité de résident et, le cas échéant, dont les ressources pendant l'éventualité n'excèdent pas des limites prescrites conformément aux dispositions de l'article 28.

2. Lorsqu'une déclaration faite en application de l'article 4 est en vigueur, les personnes protégées doivent comprendre :

a) soit les épouses, les enfants et les autres personnes à charge désignées par la législation nationale, dont le soutien de famille appartenait à des catégories prescrites de salariés formant, au total, 25 p.c. au moins de l'ensemble des salariés;

b) soit les épouses, les enfants et les autres personnes à charge désignées par la législation nationale, dont le soutien de famille appartenait à des catégories prescrites de salariés des entreprises industrielles, formant, au total, 50 p.c. au moins de l'ensemble des salariés travaillant dans des entreprises industrielles.

Article 23

Les prestations de survivants doivent être servies sous forme de paiements périodiques calculés :

a) conformément aux dispositions, soit de l'article 26, soit de l'article 27, lorsque sont protégés des salariés ou des catégories de la population économiquement active;

b) conformément aux dispositions de l'article 28, lorsque sont protégés tous les résidents, ou les résidents dont les ressources pendant l'éventualité n'excèdent pas des limites prescrites.

Article 24

1. Les prestations visées à l'article 23 doivent, en cas de réalisation de l'éventualité couverte, être garanties au moins :

a) une personne protégée dont le soutien de famille a accompli, selon des règles prescrites, un stage qui peut consister soit en quinze années de cotisation ou d'emploi, soit en dix années de résidence; toutefois, s'il s'agit de prestations de survivants attribuées à une veuve, l'accomplissement par celle-ci d'un stage prescrit de résidence peut être considéré comme suffisant;

b) lorsque, en principe, les femmes et les enfants de toutes les personnes économiquement actives sont protégés, à une personne protégée dont le soutien de famille a accompli, selon des règles prescrites, un

stage de trois années de cotisation, à la condition qu'aient été versées, au titre de ce soutien de famille, au cours de la période active de sa vie, des cotisations dont le nombre moyen annuel ou le nombre annuel atteint un chiffre prescrit.

2. Lorsque l'attribution des prestations de survivants est subordonnée à l'accomplissement d'une période minimum de cotisation ou d'emploi, des prestations réduites doivent être garanties au moins :

a) à une personne protégée dont le soutien de famille a accompli, selon des règles prescrites, un stage de cinq années de cotisation ou d'emploi;

b) lorsque, en principe, les femmes et les enfants de toutes les personnes économiquement actives sont protégés, à une personne protégée dont le soutien de famille a accompli, selon des règles prescrites, un stage de trois années de cotisation, à la condition qu'ait été versée, au titre de ce soutien de famille, au cours de la période active de sa vie, la moitié du nombre moyen annuel ou du nombre annuel de cotisations prescrit auquel se réfère l'alinéa *b)* du paragraphe 1^{er} du présent article.

3. Les dispositions du paragraphe 1^{er} du présent article seront considérées comme satisfaites lorsque des prestations calculées conformément à la partie V, mais selon un pourcentage inférieur de dix unités à celui qui est indiqué dans le tableau annexé à ladite partie pour le bénéficiaire type, sont au moins garanties à toute personne protégée dont le soutien de famille a accompli, selon des règles prescrites, cinq années de cotisation, d'emploi ou de résidence.

4. Une réduction proportionnelle du pourcentage indiqué dans le tableau annexé à la partie V peut être opérée, lorsque le stage requis pour l'attribution de prestations correspondant au pourcentage réduit est supérieur à cinq années de cotisation, d'emploi ou de résidence, mais inférieur à quinze années de cotisation ou d'emploi ou à dix années de résidence. Au cas où le stage requis est un stage de cotisation ou d'emploi, des prestations réduites seront attribuées conformément au paragraphe 2 du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article seront considérées comme satisfaites lorsque des prestations calculées conformément à la partie V sont au moins garanties à toute personne protégée dont le soutien de famille a accompli, selon des règles prescrites, un stage de cotisation ou d'emploi qui ne devrait pas dépasser cinq années à un âge minimum prescrit, mais qui peut être plus élevé en fonction de l'âge sans toutefois pouvoir dépasser un nombre maximum d'années prescrit.

Article 25

Les prestations visées aux articles 23 et 24 doivent être accordées pendant toute la durée de l'éventualité.

PARTIE V

Calcul des paiements périodiques

Article 26

1. Pour tout paiement périodique auquel le présent article s'applique, le montant des prestations, majoré du montant des allocations familiales servies pendant l'éventualité, doit être tel que, pour le bénéficiaire type visé au tableau annexé à la présente partie, il soit au moins égal, pour l'éventualité en question, au pourcentage indiqué dans ce tableau par rapport au total du gain antérieur du bénéficiaire ou de son soutien de famille et du montant des allocations familiales servies à une personne protégée ayant les mêmes charges de famille que le bénéficiaire type.

2. Le gain antérieur du bénéficiaire ou de son soutien de famille est calculé conformément à des règles prescrites et, lorsque les personnes protégées ou leurs soutiens de famille sont répartis en classes suivant leur gains, le gain antérieur peut être calculé d'après les gains de base des classes auxquelles ils ont appartenu.

3. Un maximum peut être prescrit pour le montant des prestations ou pour le gain qui est pris en compte dans le calcul des prestations, sous réserve que ce maximum soit fixé de telle sorte que les dispositions du paragraphe 1 du présent article soient satisfaites lorsque le gain antérieur du bénéficiaire ou de son soutien de famille est égal ou inférieur au salaire d'un ouvrier masculin qualifié.

4. Le gain antérieur du bénéficiaire ou de son soutien de famille, le salaire de l'ouvrier masculin qualifié, les prestations et les allocations familiales sont calculés sur les mêmes temps de base.

5. Pour les autres bénéficiaires, les prestations sont fixées de telle sorte qu'elles soient dans une relation raisonnable avec celles du bénéficiaire type.

6. Pour l'application du présent article, un ouvrier masculin qualifié est :

a) soit un ajusteur ou un tourneur dans l'industrie de la construction de machines, à l'exclusion des machines électriques;

b) soit un ouvrier qualifié type, défini conformément aux dispositions du paragraphe suivant;

c) soit une personne dont le gain est égal ou supérieur aux gains de 75 p.c. de toutes les personnes protégées, ces gains étant déterminés sur une base annuelle ou sur la base d'une période plus courte, selon ce qui est prescrit;

d) soit une personne dont le gain est égal à 125 p.c. du gain moyen de toutes les personnes protégées.

7. L'ouvrier qualifié type, pour l'application de l'alinéa *b*) du paragraphe précédent, est choisi dans la classe occupant le plus grand nombre de personnes du sexe masculin protégées pour l'éventualité considérée, ou de soutiens de famille de personnes protégées, dans la branche qui occupe elle-même le plus grand nombre de ces personnes protégées ou de ces soutiens de famille; à cet effet, on utilisera la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique, adoptée par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations unies à sa septième session, le 27 août 1948, et qui est reproduite, sous sa forme révisée en 1958, en annexe à la présente convention, compte tenu de toute modification qui pourrait encore lui être apportée.

8. Lorsque les prestations varient d'une région à une autre, un ouvrier masculin qualifié peut être choisi dans chacune des régions, conformément aux dispositions des paragraphes 6 et 7 du présent article.

9. Le salaire de l'ouvrier masculin qualifié est déterminé sur la base du salaire pour un nombre normal d'heures de travail fixé, soit par des conventions collectives, soit, le cas échéant, par la législation nationale ou en vertu de celle-ci, soit par la coutume, y compris les allocations de vie chère s'il en est; lorsque les salaires ainsi déterminés diffèrent d'une région à une autre et que les dispositions du paragraphe précédent ne sont pas appliquées, on prend le salaire médian.

1. Pour tout paiement périodique auquel le présent article s'applique, le montant des prestations, majoré du montant des allocations familiales servies pendant l'éventualité, doit être tel que, pour le bénéficiaire type visé au tableau annexé à la présente partie, il soit au moins égal, pour l'éventualité en question, au pourcentage indiqué dans ce tableau par rapport au total du salaire du manoeuvre ordinaire adulte masculin et du montant des allocations familiales servies à une personne protégée ayant les mêmes charges de famille que le bénéficiaire type.
2. Le salaire du manoeuvre ordinaire adulte masculin, les prestations et les allocations familiales sont calculés sur les mêmes temps de base.
3. Pour les autres bénéficiaires, les prestations sont fixées de telle sorte qu'elles soient dans une relation raisonnable avec celles du bénéficiaire type.
4. Pour l'application du présent article, le manoeuvre ordinaire adulte masculin est :
 - a) soit un manoeuvre type dans l'industrie de la construction de machines, à l'exclusion des machines électriques;
 - b) soit un manoeuvre type défini conformément aux dispositions du paragraphe suivant.
5. Le manoeuvre type, pour l'application de l'alinéa *b*) du paragraphe précédent, est choisi dans la classe occupant le plus grand nombre de personnes du sexe masculin protégées pour l'éventualité considérée, ou de soutiens de famille de personnes protégées, dans la branche qui occupe elle-même le plus grand nombre de ces personnes protégées ou de ces soutiens de famille; à cet effet, on utilisera la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique, adoptée par le Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies à sa septième session, le 27 août 1948, et qui est reproduite, sous sa forme révisée en 1958, en annexe à la présente convention, compte tenu de toute modification qui pourrait encore lui être apportée.
6. Lorsque les prestations varient d'une région à une autre, un manoeuvre ordinaire adulte masculin peut être choisi dans chacune des régions, conformément aux dispositions des paragraphes 4 et 5 du présent article.
7. Le salaire du manoeuvre ordinaire adulte masculin est déterminé sur la base du salaire pour un nombre normal d'heures de travail fixé, soit par des conventions collectives, soit, le cas échéant, par la législation nationale ou en vertu de celle-ci, soit par la coutume, y compris les allocations de vie chère s'il en est; lorsque les salaires ainsi déterminés diffèrent d'une région à une autre et que les dispositions du paragraphe précédent ne sont pas appliquées, on prend le salaire médian.

Article 28

Pour tout paiement périodique auquel le présent article s'applique :

- a) le montant des prestations doit être fixé selon un barème prescrit, ou selon un barème arrêté par les autorités publiques compétentes conformément à des règles prescrites;
- b) le montant des prestations ne peut être réduit que dans la mesure où les autres ressources de la famille du bénéficiaire dépassent des montants substantiels prescrits ou arrêtés par les autorités publiques compétentes conformément à des règles prescrites;
- c) le total des prestations et des autres ressources, après déduction des montants substantiels visés à l'alinéa précédent, doit être suffisant pour assurer à la famille du bénéficiaire des conditions de vie

saines et convenables et ne doit pas être inférieur au montant des prestations calculé conformément aux dispositions de l'article 27;

d) les dispositions de l'alinéa précédent seront considérées comme satisfaites si le montant total des prestations payées en vertu de la partie en question dépasse d'au moins 30 p.c. le montant total des prestations que l'on obtiendrait en appliquant les dispositions de l'article 27 et les dispositions de :

- i) l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article 9 pour la partie II;
- ii) l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article 16 pour la partie III;
- iii) l'alinéa *b*) du paragraphe 1 de l'article 22 pour la partie IV.

Article 29

1. Le montant des paiements périodiques en cours visés à l'article 10, à l'article 17 et à l'article 23 sera révisé à la suite de variations sensibles du niveau général des gains ou de variations sensibles du coût de la vie.

2. Tout Membre doit signaler les conclusions tirées de ces révisions dans les rapports sur l'application de la présente convention qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail et indiquer quelle action a été entreprise à cet égard.

Tableau (annexe à la partie V) :
Paiements périodiques aux bénéficiaires types

Partie	Éventualité	Bénéficiaire type	Pourcentage
II	Invalidité.	Homme ayant une épouse et deux enfants.	50
III	Vieillesse.	Homme ayant une épouse d'âge à pension.	45
IV	Décès du soutien de famille.	Veuve ayant deux enfants.	45

PARTIE VI

Dispositions communes

Article 30

La législation nationale doit prévoir le maintien des droits en cours d'acquisition aux prestations contributives d'invalidité, de vieillesse et de survivants, dans des conditions prescrites.

Article 31

1. Les prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survivants peuvent être suspendues, dans des conditions prescrites, si le bénéficiaire exerce une activité lucrative.

2. Les prestations contributives d'invalidité, de vieillesse ou de survivants peuvent être réduites, lorsque le gain du bénéficiaire excède un montant prescrit, sans toutefois que la réduction des prestations puisse être supérieure au montant du gain.

3. Les prestations non contributives d'invalidité, de vieillesse ou de survivants peuvent être réduites, lorsque le gain du bénéficiaire, ou ses autres ressources, ou les deux ensemble, excèdent un montant prescrit.

Article 32

1. Les prestations auxquelles une personne protégée aurait eu droit en application de l'une quelconque des parties II à IV de la présente convention peuvent être suspendues, dans une mesure qui peut être prescrite :

a) aussi longtemps que l'intéressé ne se trouve pas sur le territoire du Membre, sauf, dans des conditions prescrites, s'il s'agit de prestations contributives;

b) aussi longtemps que l'intéressé est entretenu sur des fonds publics ou aux frais d'une institution ou d'un service de sécurité sociale;

c) lorsque l'intéressé a essayé frauduleusement d'obtenir des prestations en question;

d) lorsque l'éventualité a été provoquée par un crime ou un délit commis par l'intéressé;

e) lorsque l'éventualité a été provoquée par une faute grave et intentionnelle de l'intéressé;

f) dans les cas appropriés, lorsque l'intéressé néglige sans raison valable d'utiliser les services médicaux ou les services de rééducation qui sont à sa disposition, ou n'observe pas les règles prescrites pour la vérification de l'existence de l'éventualité ou pour la conduite des bénéficiaires de prestations;

g) en ce qui concerne les prestations de survivants attribuées à une veuve, aussi longtemps qu'elle vit en concubinage.

2. Dans les cas et dans les limites qui sont prescrits, une partie des prestations qui auraient été normalement allouées doit être servie aux personnes à la charge de l'intéressé.

Article 33

1. Au cas où une personne protégée peut ou aurait pu prétendre simultanément à différentes prestations d'invalidité, de vieillesse ou de survivants, ces prestations peuvent être réduites dans des conditions et limites prescrites. Toutefois, la personne protégée doit recevoir au total un montant équivalent au moins à celui des prestations les plus favorables.

2. Au cas où une personne protégée peut ou aurait pu prétendre à des prestations prévues par la présente convention et qu'elle reçoit en espèces, pour une même éventualité, d'autres prestations de sécurité sociale, à l'exception des prestations familiales, les prestations dues en vertu de cette convention peuvent être réduites ou suspendues dans des conditions et limites prescrites, sous réserve que la partie des prestations qui est réduite ou suspendue n'excède pas le montant des autres prestations.

Article 34

1. Tout requérant doit avoir le droit de former appel en cas de refus des prestations ou de contestation sur leur nature ou sur leur montant.

2. Des procédures doivent être prescrites, qui permettent, le cas échéant, au requérant de se faire représenter ou assister par une personne qualifiée de son choix ou par un délégué d'une organisation représentative des personnes protégées.

Article 35

1. Tout Membre doit assumer une responsabilité générale en ce qui concerne le service des prestations attribuées en application de la présente convention et prendre toutes mesures utiles à cet effet.

2. Tout Membre doit assumer une responsabilité générale pour la bonne administration des institutions et services qui concourent à l'application de la présente convention.

Article 36

Lorsque l'administration n'est pas assurée par une institution réglementée par les autorités publiques ou par un département gouvernemental responsable devant un parlement, des représentants des personnes protégées doivent participer à l'administration dans des conditions prescrites; la législation nationale peut aussi prévoir la participation de représentants des employeurs et des autorités publiques.

PARTIE VII

Dispositions diverses

Article 37

Tout membre dont la législation protège des salariés peut, dans la mesure nécessaire, exclure de l'application de la présente convention :

a) les personnes exécutant des travaux occasionnels;

b) les membres de la famille de l'employeur, vivant sous son toit, dans la mesure où ils travaillent pour lui;

c) d'autres catégories de salariés, dont le nombre ne doit pas excéder 10 p.c. de l'ensemble des salariés autres que ceux qui sont exclus en application des alinéas a) et b) du présent article.

Article 38

1. Tout membre dont la législation protège des salariés peut, par une déclaration accompagnant sa ratification, exclure temporairement de l'application de la présente convention les salariés du secteur agricole qui ne sont pas encore protégés par sa législation à la date de ladite ratification.

2. Tout membre qui a fait une déclaration en application du paragraphe précédent doit, dans les rapports sur l'application de la présente convention qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, indiquer dans quelle mesure il a donné suite et quelle suite il se propose de donner aux dispositions de la convention en ce qui concerne les salariés du secteur agricole, ainsi que tous progrès réalisés en vue de l'application de la convention auxdits salariés, ou, s'il n'a pas de changement à signaler, fournir toutes explications appropriées.

3. Tout membre qui a fait une déclaration en application du paragraphe 1^{er} du présent article devra augmenter le nombre des salariés protégés du secteur agricole dans la mesure et selon le rythme permis par les circonstances.

Article 39

1. Tout membre qui ratifie la présente convention peut, par une déclaration accompagnant sa ratification, exclure de l'application de la convention :

- a) les gens de mer, y compris les marins pêcheurs,
- b) les agents de la fonction publique,

lorsque ces catégories sont protégées par des régimes spéciaux qui octroient, au total, des prestations au moins équivalentes à celles qui sont prévues par la présente convention.

2. Lorsqu'une déclaration faite en application du paragraphe précédent est en vigueur, le membre peut exclure les personnes visées par cette déclaration du nombre des personnes prises en compte pour le calcul des pourcentages prévus à l'alinéa *b* du paragraphe 1^{er} et à l'alinéa *b* du paragraphe 2 de l'article 9, à l'alinéa *b* du paragraphe 1^{er} et à l'alinéa *b* du paragraphe 2 de l'article 16, à l'alinéa *b* du paragraphe 1^{er} et à l'alinéa *b*) du paragraphe 2 de l'article 22 et à l'alinéa *c* de l'article 37.

3. Tout membre qui a fait une déclaration conformément aux dispositions du paragraphe 1^{er} du présent article peut, par la suite, notifier au Directeur général du Bureau international du Travail qu'il accepte les obligations de la présente convention en ce qui concerne toute catégorie exclue lors de sa ratification.

Article 40

Si une personne protégée peut bénéficier, en vertu de la législation nationale, en cas de décès du soutien de famille, de prestations périodiques autres que des prestations de survivants, ces prestations périodiques peuvent être assimilées à des prestations de survivants aux fins de l'application de la présente convention.

Article 41

1. Lorsqu'un membre :

- a) a accepté les obligations de la présente convention en ce qui concerne les parties II, III et IV,
- b) protège un pourcentage de la population économiquement active qui est d'au moins dix unités plus élevé que le pourcentage requis à l'article 9, paragraphe 1^{er}, alinéa *b*, à l'article 16, paragraphe 1^{er}, alinéa *b*, et à l'article 22, paragraphe 1^{er}, alinéa *b*), ou satisfait aux dispositions de l'article 9, paragraphe 1^{er}, alinéa *c*, de l'article 16, paragraphe 1^{er}, alinéa *c*, et de l'article 22, paragraphe 1^{er}, alinéa *c*,
- c) garantit en ce qui concerne au moins deux des éventualités couvertes par les parties II, III et IV des prestations d'un montant correspondant à un pourcentage d'au moins cinq unités plus élevé que les pourcentages indiqués dans le tableau annexé à la partie V,

un tel membre peut se prévaloir des dispositions du paragraphe suivant.

2. Ledit membre peut :

- a) substituer, aux fins de l'article 11, paragraphe 2, alinéa *b*), et de l'article 24, paragraphe 2, alinéa *b*, un stage de cinq années au stage spécifié de trois années;

b) déterminer les bénéficiaires des prestations de survivants d'une manière différente de celle requise à l'article 21, mais qui assure que le nombre total de bénéficiaires n'est pas inférieur au nombre qui résulterait de l'application de l'article 21.

3. Tout Membre se prévalant des dispositions du paragraphe précédent indiquera, dans les rapports sur l'application de la présente convention, qu'il est tenu de présenter en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, l'état de sa législation et de sa pratique quant aux questions visées dans ledit paragraphe et les progrès réalisés en vue de l'application complète des dispositions de la convention.

Article 42

1. Lorsqu'un Membre :

a) a accepté les obligations de la présente convention en ce qui concerne les parties II, III et IV,

b) protège un pourcentage de la population économiquement active qui est d'au moins dix unités plus élevé que le pourcentage requis à l'article 9, paragraphe 1^{er}, alinéa *b)*, à l'article 16, paragraphe 1^{er}, alinéa *b)*, et à l'article 22, paragraphe 1^{er}, alinéa *b)*, ou satisfait aux dispositions de l'article 9, paragraphe 1^{er}, alinéa *c)*, de l'article 16, paragraphe 1^{er}, alinéa *c)*, et de l'article 22, paragraphe 1^{er}, alinéa *c)*,

un tel Membre peut déroger à certaines des dispositions des parties II, III ou IV, à condition que le montant total des prestations servies au titre de la partie dont il s'agit soit au moins équivalent à 110 p.c. du montant total des prestations que l'on obtiendrait en appliquant l'ensemble des dispositions de ladite partie.

2. Tout Membre ayant eu recours à de telles dérogations indiquera, dans les rapports sur l'application de la présente convention, qu'il est tenu de présenter, en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, l'état de sa législation et de sa pratique quant aux questions faisant l'objet de ces dérogations et les progrès réalisés en vue de l'application complète des dispositions de la convention.

Article 43

La présente convention ne s'applique pas :

a) aux éventualités survenues avant l'entrée en vigueur de la partie correspondante de la convention pour le Membre intéressé;

b) aux prestations attribuées pour des éventualités survenues après l'entrée en vigueur de la partie correspondante de la convention pour le Membre intéressé, dans la mesure où les droits à ces prestations proviennent de périodes antérieures à la date de ladite entrée en vigueur.

Article 44

1. La présente convention revise, dans les conditions précisées ci-après, la convention sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933; la convention sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933; la convention sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933; la convention sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933; la convention sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933, et la convention sur l'assurance-décès (agriculture), 1933.

2. L'acceptation des obligations de la présente convention par un Membre qui est partie à l'une ou à plusieurs des conventions ainsi révisées aura, à la date à laquelle la convention entrera en vigueur pour ce Membre, les effets juridiques suivants :

a) l'acceptation des obligations de la partie II de la convention impliquera, de plein droit, la dénonciation immédiate de la convention sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933, et de la convention sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933;

b) l'acceptation des obligations de la partie III de la convention impliquera, de plein droit, la dénonciation immédiate de la convention sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933, et de la convention sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933;

c) l'acceptation des obligations de la partie IV de la convention impliquera, de plein droit, la dénonciation immédiate de la convention sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933, et de la convention sur l'assurance-décès (agriculture), 1933.

Article 45

1. Conformément aux dispositions de l'article 75 de la convention concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, les parties suivantes de ladite convention et les dispositions correspondantes dans les autres parties de ladite convention cesseront d'être applicables à tout Membre qui ratifiera la présente convention, dès la date à laquelle les dispositions de cette convention lient ce Membre, sans qu'une déclaration en application de l'article 38 soit en vigueur :

a) partie IX, si le Membre a accepté les obligations de la partie II de la présente convention;

b) partie V, si le Membre a accepté les obligations de la partie III de la présente convention;

c) partie X, si le Membre a accepté les obligations de la partie IV de la présente convention.

2. À condition qu'une déclaration en application de l'article 38 ne soit pas en vigueur, l'acceptation des obligations de la présente convention sera considérée, aux fins de l'article 2 de la convention concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952, comme constituant l'acceptation des obligations des parties suivantes et des dispositions correspondantes dans les autres parties de ladite convention :

a) partie IX, si le membre a accepté les obligations de la partie II de la présente convention;

b) partie V, si le Membre a accepté les obligations de la partie III de la présente convention;

c) partie X, si le membre a accepté les obligations de la partie IV de la présente convention.

Article 46

Lorsqu'il en sera ainsi disposé dans une convention adoptée ultérieurement par la Conférence et portant sur une ou plusieurs des matières traitées par la présente convention, les dispositions de celle-ci qui seront spécifiées dans la convention nouvelle cesseront de s'appliquer à tout Membre ayant ratifié cette dernière, dès la date de son entrée en vigueur pour le Membre intéressé.

PARTIE VIII

Dispositions finales

Article 47

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 48

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.
2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.
3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 49

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut, à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, dénoncer la convention, ou l'une de ses parties II à IV, ou plusieurs d'entre elles, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.
2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la convention ou l'une de ses parties II à IV, ou plusieurs d'entre elles, à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 50

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.
2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 51

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciations qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 52

Chaque fois qu'il jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale du rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 53

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 49 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 54

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

ANNEXE

Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique

(Révisée en 1958)

Nomenclature des branches et des classes

Classe.

Branche

Branche 0. Agriculture, sylviculture, chasse et pêche

01. Agriculture.

02. Sylviculture et exploitation forestière.

03. Chasse, piégeage et repeuplement en gibier.

04. Pêche.

Branche 1. Industries extractives

11. Extraction du charbon.

12. Extraction des minerais métalliques.
13. Pétrole brut et gaz naturel.
14. Extraction de la pierre à bâtir, de l'argile et du sable.
19. Extraction d'autres minéraux non métalliques.

Branches 2 et 3. Industries manufacturières

20. Industries alimentaires, à l'exclusion de la fabrication des boissons.
21. Fabrication des boissons.
22. Industrie du tabac.
23. Industrie textile.
24. Fabrication des chaussures et articles d'habillement et confection d'ouvrages divers en tissu.
25. Industrie du bois et du liège, à l'exclusion de l'industrie du meuble.
26. Industrie du meuble.
27. Industrie du papier et fabrication des articles en papier.
28. Imprimerie, édition et industries annexes.
29. Industrie du cuir, des fourrures et des articles en cuir et en fourrure, à l'exclusion des chaussures et autres articles d'habillement.
30. Industrie du caoutchouc.
31. Industrie chimique.
32. Industrie des dérivés du pétrole et du charbon.
33. Industries des produits minéraux non métalliques, à l'exclusion des dérivés du pétrole et du charbon.
34. Industrie métallurgique de base.
35. Fabrication des ouvrages en métaux, à l'exclusion des machines et du matériel de transport.
36. Construction de machines, à l'exclusion des machines électriques.
37. Construction de machines, appareils et fournitures électriques.
38. Construction de matériel de transport.
39. Industries manufacturières diverses.

Branche 4. Bâtiment et travaux publics

40. Bâtiment et travaux publics.

Branche 5. Électricité, gaz, eau et services sanitaires

51. Électricité, gaz et vapeur.

52. Services des eaux et services sanitaires.

*Branche 6. Commerce, banque, assurance,
affaires immobilières*

61. Commerce de gros et de détail.

62. Banques et autres établissements financiers.

63. Assurances.

64. Affaires immobilières.

Branche 7. Transports, entrepôts et communications

71. Transports.

72. Entrepôts et magasins.

73. Communications.

Branche 8. Services

81. Services gouvernementaux.

82. Services fournis à la collectivité.

83. Services fournis aux entreprises.

84. Services récréatifs.

85. Services personnels.

Branche 9. Activités mal désignées

90. Activités mal désignées.

Etats liés

Etats/ Organisations	Date authentification	Type de consentement	Date de consentement	Entrée en vigueur local
Allemagne		Ratification	15/01/1971	15/01/1972
Autriche		Ratification	04/11/1969	04/11/1970
Barbade		Ratification	15/09/1972	15/09/1973
Belgique		Ratification	14/06/2017	14/06/2018
Bolivie		Ratification	31/01/1977	31/01/1978
Chypre		Ratification	07/01/1969	07/01/1970
Equateur		Ratification	05/04/1978	05/04/1979
Finlande		Ratification	13/01/1976	13/01/1977
Libye		Ratification	19/06/1975	19/06/1976
Norvège		Ratification	01/11/1968	01/11/1969
Pays-Bas		Ratification	27/10/1969	27/10/1970
Slovaquie		Ratification	01/01/1993	01/01/1994
Suède		Ratification	26/07/1968	01/11/1969
Suisse		Ratification	13/09/1977	13/09/1978
République Tchèque		Ratification	01/01/1993	01/01/1994
Uruguay		Ratification	28/06/1973	28/06/1974
Venezuela		Ratification	01/12/1983	01/12/1984

CONVENTIE 128*(Vertaling)***Verdrag betreffende uitkeringen bij invaliditeit
en ouderdom en aan nagelaten betrekkingen**

De Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie,

Door de Raad van Beheer van het Internationaal Arbeidsbureau bijeengeroepen te Genève en aldaar bijeengekomen op 7 juni 1967 in haar eenenvijftigste zitting;

Besloten hebbende tot het aanvaarden van bepaalde voorstellen betreffende de herziening van het Verdrag inzake de ouderdomsverzekering (industrie, enz.), 1933, het Verdrag inzake de ouderdomsverzekering (landbouw), 1933, het Verdrag inzake de invaliditeitsverzekering (industrie, enz.), 1933, het Verdrag inzake de invaliditeitsverzekering (landbouw), 1933, het Verdrag inzake de overlijdensverzekering (industrie, enz.), 1933 en het Verdrag inzake de overlijdensverzekering (landbouw), 1933, welk onderwerp het vierde punt van de agenda der zitting vormt;

Besloten hebbende dat deze voorstellen de vorm van een internationaal verdrag zullen aannemen,

Neemt heden, de 29ste juni 1967, het volgende Verdrag aan, dat kan worden aangehaald als « Verdrag betreffende uitkeringen bij invaliditeit en ouderdom en aan nagelaten betrekkingen, 1967 ».

DEEL I

Algemene bepalingen

Artikel 1

Voor de toepassing van dit Verdrag

a) omvat de term « wetgeving » of « wettelijke regeling » de wetten en reglementen, alsmede de statutaire bepalingen inzake Sociale Zekerheid;

b) wordt verstaan onder « voorgeschreven » : vastgesteld bij of krachtens de nationale wetgeving;

c) omvat de term « industriële inrichting » elke inrichting behorende tot de volgende takken van economische bedrijvigheid : winning van bodemschatten; industrie; bouwbedrijf en openbare werken; electriciteits-, gas- en watervoorziening; sanitaire diensten; vervoer, goederen opslag en communicatie;

d) wordt verstaan onder « wonen » : het gewoonlijk verblijf houden op het grondgebied van het Lid, en onder « ingezetene » : degene, die gewoonlijk op het grondgebied van het Lid verblijf houdt;

e) wordt onder de term « ten laste » verstaan : de in de voorgeschreven gevallen veronderstelde toestand van afhankelijkheid;

f) wordt verstaan onder « echtgenote » : een echtgenote die ten laste van haar echtgenoot komt;

g) wordt verstaan onder « weduwe » : een vrouw die ten laste van haar echtgenoot kwam ten tijde van diens overlijden;

h) omvat de term « kind » :

i) een kind welks leerplichtige leeftijd nog niet is verstreken of een kind dat nog niet de 15-jarige leeftijd heeft bereikt, zijnde de hoogste leeftijd in aanmerking te nemen;

ii) onder bij de nationale wetgeving vastgestelde voorwaarden, een kind dat een leeftijd, die hoger is dan die vermeld in alinea *i*. nog niet heeft bereikt wanneer het wordt opgeleid voor een beroep, zijn studie voortzet of lijdende is aan een chronische ziekte of een gebrek, waardoor het niet geschikt is tot het verrichten van enige beroepsarbeid, tenzij de definitie van « kind » in de nationale wetgeving ieder kind omvat, dat een leeftijd die aanmerkelijk hoger is dan die genoemd in alinea *i*. nog niet heeft bereikt;

i) wordt verstaan onder « wachttijd » : een tijdvak van premiebetaling, arbeid, of wonen, of een combinatie van deze tijdvakken, al naar gelang is voorgeschreven;

j) wordt onder de termen « contributieve uitkeringen » en « niet-contributieve uitkeringen » onderscheidenlijk verstaan : de uitkeringen waarvan de toekenning al dan niet afhankelijk is van een directe geldelijke bijdrage van de beschermde personen of hun werkgever, of van het gedurende een zeker tijdvak verrichten van arbeid.

Artikel 2

1. Elk Lid te welks aanzien dit Verdrag van kracht is moet toepassen :

a) deel I;

b) ten minste een der delen II, III en IV;

c) de overeenkomstige bepalingen van de delen V en VI;

d) deel VII.

2. Elk Lid moet in zijn akte van bekrachtiging aangeven ten aanzien van welk der delen II tot en met IV van dit Verdrag het de verplichtingen, voortvloeiende uit het Verdrag, aanvaardt.

Artikel 3

1. Elk Lid dat dit Verdrag heeft bekrachtigd kan later aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau ter kennis brengen dat het de verplichtingen voortvloeiende uit het Verdrag aanvaardt ten aanzien van een of meer der delen II tot en met IV, voor zover het die in zijn akte van bekrachtiging niet reeds heeft genoemd.

2. De aanvaarding van de verplichtingen bedoeld in het voorgaande lid, wordt geacht een integrerend deel uit te maken van de bekrachtiging en heeft gelijke rechtskracht te rekenen van de datum der kennisgeving.

Artikel 4

1. Een Lid dat op economisch gebied nog niet voldoende tot ontwikkeling is gekomen kan, door een bij de akte van bekrachtiging gevoegde gemotiveerde verklaring, zich het recht voorbehouden tot tijdelijke toepassing van de afwijkende bepalingen voorzien in artikel 9, tweede lid, artikel 13, tweede lid, artikel 16, tweede lid en artikel 22, tweede lid.

2. Elk lid dat een verklaring heeft afgelegd overeenkomstig het voorgaande lid, moet in de verslagen over de toepassing van dit Verdrag, die het krachtens artikel 22 van het Statuut van de Internationale Arbeidsorganisatie moet uitbrengen, ten aanzien van elk der afwijkende bepalingen die het toepast, vermelden :

a) dat de redenen voor de toepassing nog steeds bestaan; of

b) dat het met ingang van een bepaalde datum afziet van zijn recht tot toepassing van de betrokken afwijkende bepaling.

3. Elk Lid dat een verklaring heeft afgelegd overeenkomstig het eerste lid van dit artikel dient, wanneer de omstandigheden dit toelaten, het aantal beschermde loontrekkenden te verhogen.

Artikel 5

Wanneer op grond van een der delen II tot en met IV van dit Verdrag, waarop de bekrachtiging van toepassing is, een Lid gehouden is voorgeschreven groepen personen te beschermen die ten minste een bepaald percentage van de loontrekkenden of van het economisch actieve deel der bevolking uitmaken, moet dat Lid, alvorens zich te verbinden tot toepassing van dat deel, zich ervan vergewissen dat het bedoelde percentage is bereikt.

Artikel 6

Voor de toepassing van de delen II, III of IV van dit Verdrag kan een Lid rekening houden met de bescherming, voortvloeiende uit verzekeringen welke krachtens haar wetgeving niet verplicht zijn voor de beschermde personen, wanneer deze verzekeringen :

a) onder toezicht staan van de overheid of overeenkomstig voorgeschreven normen door werkgevers en werknemers gemeenschappelijk worden uitgevoerd;

b) zich uitstrekken tot een aanzienlijk deel der personen wier inkomsten uit arbeid die van een geschoolde mannelijke arbeider niet te boven gaan;

c) te zamen met eventuele andere vormen van bescherming, voldoen aan de desbetreffende bepalingen van dit Verdrag.

DEEL II

Uitkeringen bij invaliditeit

Artikel 7

Elk Lid te welks aanzien dit deel van het Verdrag van kracht is, moet overeenkomstig de volgende artikelen van dit deel aan de beschermde personen uitkeringen bij invaliditeit waarborgen.

Artikel 8

De verzekerde eventualiteit moet omvatten de ongeschiktheid om enige beroepsmatige arbeid in bepaalde mate te verrichten, wanneer die ongeschiktheid waarschijnlijk blijvend zal zijn, dan wel wanneer zij voortbestaat na afloop van een voorgeschreven tijdvak van tijdelijke of aanvankelijke ongeschiktheid.

Artikel 9

1. Tot de beschermde personen moeten worden gerekend :

a) alle loontrekkenden, met inbegrip van de leerlingen; of

b) voorgeschreven groepen van het economisch actieve deel der bevolking, welke ten minste 75 pct. uitmaken van het gehele economisch actieve deel der bevolking; of

c) alle ingezetenen of de ingezetenen wier inkomsten tijdens de eventualiteit de grenzen, voorgeschreven overeenkomstig de bepalingen van artikel 28, niet overschrijden.

2. Wanneer een verklaring, afgelegd overeenkomstig artikel 4, van kracht is, moeten tot de beschermde personen worden gerekend :

a) voorgeschreven groepen van loontrekkenden, welke ten minste 25 pct. uitmaken van het totale aantal loontrekkenden; of

b) voorgeschreven groepen loontrekkenden in industriële ondernemingen, welke ten minste 50 pct. uitmaken van het totale aantal loontrekkenden, werkzaam in industriële ondernemingen.

Artikel 10

De uitkering bij invaliditeit moet worden verleend in de vorm van een periodieke betaling berekend :

a) overeenkomstig de bepalingen van artikel 26 of artikel 27, wanneer loontrekkenden of groepen van het economisch actieve deel der bevolking worden beschermd;

b) overeenkomstig de bepalingen van artikel 28, wanneer alle ingezetenen of de ingezetenen wier inkomsten tijdens de eventualiteit voorgeschreven grenzen niet overschrijden, worden beschermd.

Artikel 11

1. De in artikel 10 bedoelde uitkering moet bij intreden van de verzekerde eventualiteit ten minste worden gewaarborgd :

a) aan een beschermend persoon die vóór het intreden van de eventualiteit overeenkomstig voorgeschreven regelen een wachttijd heeft vervuld welke kan bestaan hetzij in vijftien jaren van premiebetaling of arbeid, hetzij in tien jaren van wonen;

b) wanneer in beginsel alle economisch actieve personen worden beschermd, aan een beschermd persoon die vóór het intreden van de eventualiteit overeenkomstig voorgeschreven regelen een wachttijd van drie jaren van premiebetaling heeft vervuld en voor wie tijdens de actieve periode van zijn leven premies zijn betaald waarvan het gemiddelde jaarlijkse aantal of het jaarlijkse aantal een voorgeschreven aantal bereikt.

2. Wanneer de toekenning van een uitkering bij invaliditeit afhankelijk is gesteld van de vervulling van een minimumtijdvak van premiebetaling, arbeid of wonen, moet ten minste een verminderde uitkering worden gewaarborgd :

a) aan een beschermd persoon die vóór het intreden van de eventualiteit overeenkomstig voorgeschreven regelen een wachttijd van vijf jaren van premiebetaling, arbeid of wonen heeft vervuld;

b) wanneer in beginsel alle economisch actieve personen worden beschermd, aan een beschermd persoon die vóór het intreden van de eventualiteit overeenkomstig voorgeschreven regelen een wachttijd van drie jaren van premiebetaling heeft vervuld en voor wie tijdens de actieve periode van zijn leven de helft van het voorgeschreven gemiddelde jaarlijkse aantal of het jaarlijkse aantal premies, bedoeld in alinea *b* van het eerste lid van dit artikel, is betaald.

3. Aan het bepaalde in het eerste lid van dit artikel wordt geacht te zijn voldaan wanneer een uitkering, berekend overeenkomstig deel V, doch naar een percentage dat tien eenheden minder bedraagt dan het percentage, dat in de bij dat deel gevoegde tabel voor de modelgerechtigde is aangegeven, ten minste gewaarborgd wordt aan ieder beschermd persoon, die overeenkomstig voorgeschreven regelen vijf jaren van premiebetaling, arbeid of wonen heeft vervuld.

4. Een evenredige vermindering van het percentage, aangegeven in de bij deel V gevoegde tabel, kan worden toegepast wanneer de wachttijd, benodigd voor de toekenning van een met het verminderde percentage overeenkomende uitkering, langer is dan vijf jaren van premiebetaling, arbeid of wonen, doch korter dan vijftien jaren van premiebetaling of arbeid of tien jaren van wonen; een verminderde uitkering wordt toegekend overeenkomstig het tweede lid van dit artikel.

5. Aan het bepaalde in het eerste en tweede lid van dit artikel wordt geacht te zijn voldaan, wanneer een uitkering, berekend overeenkomstig deel V, ten minste wordt gewaarborgd aan ieder beschermd persoon die overeenkomstig voorgeschreven regelen een wachttijd van premiebetaling of arbeid heeft vervuld, die bij een voorgeschreven minimumleeftijd niet langer dan vijf jaren mag zijn, maar die naar gelang de leeftijd vordert, langer mag zijn, doch niet langer dan een voorgeschreven aantal jaren.

Artikel 12

De in de artikelen 10 en 11 bedoelde uitkering moet worden verleend tijdens de gehele duur van de eventualiteit of tot het tijdstip waarop deze wordt vervangen door een ouderdomsuitkering.

Artikel 13

1. Elk Lid, te welks aanzien dit deel van het Verdrag van kracht is moet, onder voorgeschreven voorwaarden :

a) voorzien in revalidatiediensten, die in alle gevallen waarin dat mogelijk is de invaliden moeten opleiden, opdat zij hun vroegere arbeid kunnen hervatten of, indien dat niet mogelijk is, andere arbeid kunnen verrichten, welke het meest met hun krachten en bekwaamheid in overeenstemming is;

b) maatregelen nemen om de plaatsing van invaliden in een geschikte werkkring te vergemakkelijken.

2. Wanneer een verklaring overeenkomstig artikel 4 van kracht is, kan het betrokken Lid van de bepalingen van het voorgaande lid afwijken.

DEEL III

Ouderdomsuitkeringen

Artikel 14

Elk Lid, te welks aanzien dit deel van het Verdrag van kracht is, moet overeenkomstig de volgende artikelen van dit deel aan de beschermde personen ouderdomsuitkeringen waarborgen.

Artikel 15

1. De verzekerde eventualiteit bestaat in het bereikt hebben van een voorgeschreven leeftijd.
2. De voorgeschreven leeftijd mag niet hoger worden gesteld dan vijfenzestig jaar. Nochtans mag een hogere leeftijd worden voorgeschreven door de bevoegde autoriteiten, rekening houdende met de daarvoor in aanmerking komende demografische, economische en sociale omstandigheden, welke door statistieken worden gerechtvaardigd.
3. Indien de voorgeschreven leeftijd gelijk is aan of hoger dan 65 jaar, moet deze onder voorgeschreven voorwaarden worden verlaagd voor personen die werkzaamheden hebben verricht welke door de nationale wetgeving met het oog op de ouderdomsuitkeringen als zwaar of ongezond worden aangemerkt.

Artikel 16

1. Tot de beschermde personen moeten worden gerekend :
 - a) alle loontrekkenden, met inbegrip van de leerlingen; of
 - b) voorgeschreven groepen van het economisch actieve deel der bevolking, welke ten minste 75 pct. uitmaken van het gehele economisch actieve deel der bevolking; of
 - c) alle ingezetenen of de ingezetenen wier inkomsten tijdens de eventualiteit de grenzen, voorgeschreven overeenkomstig de bepalingen van artikel 28, niet overschrijden.
2. Wanneer een verklaring afgelegd overeenkomstig artikel 4 van kracht is, moeten tot de beschermde personen worden gerekend :
 - a) voorgeschreven groepen loontrekkenden welke ten minste 25 pct. uitmaken van het totale aantal loontrekkenden; of
 - b) voorgeschreven groepen loontrekkenden in industriële ondernemingen, welke ten minste 50 pct. uitmaken van het totale aantal loontrekkenden, werkzaam in industriële ondernemingen.

Artikel 17

De ouderdomsuitkering moet worden verleend in de vorm van een periodieke betaling, berekend :

- a) overeenkomstig de bepalingen van artikel 26 of artikel 27, wanneer loontrekkenden of groepen van het economisch actieve deel der bevolking worden beschermd;
- b) overeenkomstig de bepalingen van artikel 28, wanneer alle ingezetenen of de ingezetenen wier inkomsten tijdens de eventualiteit voorgeschreven grenzen niet overschrijden worden beschermd.

Artikel 18

1. De in artikel 17 bedoelde uitkering moet bij intreden van de verzekerde eventualiteit ten minste worden gewaarborgd :
 - a) aan een beschermd persoon die vóór het intreden van de eventualiteit overeenkomstig voorgeschreven regelen een wachttijd heeft vervuld, welke kan bestaan hetzij in dertig jaren van premiebetaling of arbeid, hetzij in twintig jaren van wonen;

b) wanneer in beginsel alle economisch actieve personen worden beschermd, aan een beschermd persoon die vóór het intreden van de eventualiteit een voorgeschreven wachttijd heeft vervuld en voor wie tijdens de actieve periode van zijn leven premies zijn betaald waarvan het gemiddelde jaarlijkse aantal een voorgeschreven aantal bereikt.

2. Wanneer de toekenning van een ouderdomsuitkering afhankelijk is gesteld van de vervulling van een minimumtijdvak van premiebetaling of arbeid, moet ten minste een verminderde uitkering worden gewaarborgd :

a) aan een beschermd persoon die vóór het intreden van de eventualiteit overeenkomstig voorgeschreven regelen een wachttijd van vijftien jaren van premiebetaling of arbeid heeft vervuld;

b) wanneer in beginsel alle economisch actieve personen worden beschermd, aan een beschermd persoon die vóór het intreden van de eventualiteit een voorgeschreven wachttijd van premiebetaling heeft vervuld en voor wie tijdens de actieve periode van zijn leven de helft van het voorgeschreven gemiddelde jaarlijkse aantal premies, bedoeld in alinea *b)* van het eerste lid van dit artikel is betaald.

3. Aan het bepaalde in het eerste lid van dit artikel wordt geacht te zijn voldaan wanneer een uitkering, berekend overeenkomstig deel V, doch naar een percentage dat tien eenheden minder bedraagt dan het percentage, dat in de bij dat deel gevoegde tabel voor de model-gerechtigde is aangegeven, ten minste gewaarborgd wordt aan ieder beschermd persoon die overeenkomstig voorgeschreven regelen tien jaren van premiebetaling of arbeid, dan wel vijf jaren van wonen heeft vervuld.

4. Een evenredige vermindering van het percentage, aangegeven in de bij deel V gevoegde tabel, kan worden toegepast wanneer de wachttijd benodigd voor de toekenning van een met het verminderde percentage overeenkomende uitkering langer is dan tien jaren van premiebetaling of arbeid, dan wel vijf jaren van wonen, doch korter dan dertig jaren van premiebetaling of arbeid of twintig jaren van wonen. Ingeval bedoelde wachttijd langer is dan vijftien jaren van premiebetaling of arbeid, wordt een verminderde uitkering toegekend overeenkomstig het tweede lid van dit artikel.

Artikel 19

De in de artikelen 17 en 18 bedoelde uitkering moet worden verleend tijdens de gehele duur van de eventualiteit.

DEEL IV

Uitkeringen aan nagelaten betrekkingen

Artikel 20

Elk lid, te welks aanzien dit deel van het Verdrag van kracht is, moet overeenkomstig de volgende artikelen van dit deel aan de beschermde personen een uitkering aan nagelaten betrekkingen waarborgen.

Artikel 21

1. De verzekerde eventualiteit moet omvatten het verlies van bestaansmiddelen door de weduwe of de kinderen tengevolge van het overlijden van hun kostwinner.

2. Het recht van een weduwe op een uitkering aan nagelaten betrekkingen kan afhankelijk worden gesteld van de voorwaarde dat zij een voorgeschreven leeftijd heeft bereikt. Deze leeftijd mag niet hoger zijn dan die welke is voorgeschreven voor het recht op ouderdomsuitkering.

3. Echter mag geen enkele eis met betrekking tot de leeftijd worden gesteld :

a) wanneer de weduwe invalide is in de voorgeschreven zin; of

b) wanneer de weduwe een kind van de overledene te haren laste heeft.

4. Voor een weduwe zonder kinderen kan voor het verkrijgen van recht op een uitkering aan nagelaten betrekkingen een minimumduur van het huwelijk worden vereist.

Artikel 22

1. Tot de beschermde personen moeten worden gerekend :

a) de echtgenoten, kinderen en andere personen die door de nationale wetgeving als ten laste komend worden aangemerkt, wier kostwinner loontrekkende of leerling was; of

b) de echtgenoten, kinderen en andere personen die door de nationale wetgeving als ten laste komend worden aangemerkt, wier kostwinner behoorde tot voorgeschreven groepen van het economisch actieve deel der bevolking, welke ten minste 75 pct. van het gehele economisch actieve deel der bevolking uitmaken; of

c) alle weduwen, kinderen en andere personen die door de nationale wetgeving als ten laste komend worden aangemerkt, die hun kostwinner hebben verloren, de hoedanigheid van ingezetene hebben en, in voorkomend geval, wier inkomsten tijdens de eventualiteit de grenzen, voorgeschreven overeenkomstig de bepalingen van artikel 28, niet overschrijden.

2. Wanneer een verklaring, afgelegd overeenkomstig artikel 4, van kracht is, moeten tot de beschermde personen worden gerekend :

a) de echtgenoten, kinderen en andere personen die door de nationale wetgeving als ten laste komend worden aangemerkt, wier kostwinner behoorde tot voorgeschreven groepen loontrekkenden, welke ten minste 25 pct. uitmaken van het totale aantal loontrekkenden; of

b) de echtgenoten, kinderen en andere personen die door de nationale wetgeving als ten laste komend worden aangemerkt, wier kostwinner behoorde tot voorgeschreven groepen loontrekkenden in industriële ondernemingen, welke ten minste 50 pct. uitmaken van het totale aantal loontrekkenden, werkzaam in industriële ondernemingen.

Artikel 23

De uitkeringen aan nagelaten betrekkingen worden verleend in de vorm van een periodieke betaling, berekend :

a) overeenkomstig de bepalingen van artikel 26 of artikel 27, wanneer loontrekkenden of groepen van het economisch actieve deel der bevolking worden beschermd;

b) overeenkomstig de bepalingen van artikel 28, wanneer alle ingezetenen of de ingezetenen wier inkomsten tijdens de eventualiteit voorgeschreven grenzen niet overschrijden worden beschermd.

Artikel 24

1. De in artikel 23 bedoelde uitkering moet bij het intreden van de verzekerde eventualiteit ten minste worden gewaarborgd :

a) aan een beschermd persoon wiens kostwinner overeenkomstig voorgeschreven regelen een wachttijd heeft vervuld welke kan bestaan in vijftien jaren van premiebetaling of arbeid, of in tien jaren van wonen; nochtans kan, wanneer het gaat om uitkeringen aan nagelaten betrekkingen toegekend aan een weduwe, het door haar vervuld zijn van een voorgeschreven wachttijd van wonen als voldoende worden beschouwd;

b) wanneer in beginsel de echtgenoten en kinderen van alle economische actieve personen worden beschermd, aan een beschermde persoon wiens kostwinner overeenkomstig voorgeschreven regelen een wachttijd van drie jaren van premiebetaling heeft vervuld, op voorwaarde dat voor deze kostwinner tijdens de actieve periode van zijn leven premies zijn betaald, waarvan het gemiddelde jaarlijkse aantal of het jaarlijkse aantal een voorgeschreven aantal bereikt.

2. Wanneer de toekenning van een uitkering aan nagelaten betrekkingen afhankelijk is gesteld van de vervulling van een minimumtijdvak van premiebetaling of arbeid, moet ten minste een verminderde uitkering worden gewaarborgd :

a) aan een beschermd persoon wiens kostwinner overeenkomstig voorgeschreven regelen een wachttijd van vijf jaren van premiebetaling of arbeid heeft vervuld;

b) wanneer in beginsel de echtgenoten en kinderen van alle economisch actieve personen worden beschermd, aan een beschermde persoon, wiens kostwinner overeenkomstig voorgeschreven regelen een wachttijd van drie jaren van premiebetaling heeft vervuld, op voorwaarde dat voor deze kostwinner tijdens de actieve periode van zijn leven de helft van het voorgeschreven gemiddelde jaarlijkse aantal of het jaarlijkse aantal premies, bedoeld in alinea *b* van het eerste lid van dit artikel is betaald.

3. Aan het bepaalde in het eerste lid van dit artikel wordt geacht te zijn voldaan wanneer een uitkering, berekend overeenkomstig deel V, doch naar een percentage dat tien eenheden minder bedraagt dan het percentage, dat in de bij dat deel gevoegde tabel voor de model-gerechtigde is aangegeven, ten minste gewaarborgd wordt aan iedere beschermde persoon wiens kostwinner overeenkomstig voorgeschreven regelen vijf jaren van premiebetaling, arbeid of wonen heeft vervuld.

4. Een evenredige vermindering van het percentage genoemd in de bij deel V gevoegde tabel, kan worden toegepast wanneer de wachttijd, benodigd voor de toekenning van een met het verminderde percentage overeenkomende uitkering langer is dan vijf jaren van premiebetaling, arbeid of wonen, doch korter dan vijftien jaren van premiebetaling of arbeid of tien jaren van wonen. Ingeval de vereiste wachttijd een wachttijd van premiebetaling of arbeid is, wordt een verminderde uitkering toegekend overeenkomstig het tweede lid van dit artikel.

5. Aan het bepaalde in het eerste en tweede lid van dit artikel wordt geacht te zijn voldaan wanneer een uitkering, berekend overeenkomstig deel V, ten minste wordt gewaarborgd aan iedere beschermde persoon, wiens kostwinner overeenkomstig voorgeschreven regelen een wachttijd van premiebetaling of arbeid heeft vervuld die bij een voorgeschreven minimumleeftijd niet langer dan vijf jaren mag zijn, maar die naarmate de leeftijd vordert, niet langer mag zijn dan een voorgeschreven maximumaantal jaren.

Artikel 25

De in de artikelen 23 en 24 bedoelde uitkering moet worden verleend tijdens de gehele duur van de eventualiteit.

DEEL V

Berekening van periodieke betalingen

Artikel 26

1. Ten aanzien van elke periodieke betaling waarop dit artikel van toepassing is, moet het bedrag van de uitkering, vermeerderd met het bedrag van de tijdens de eventualiteit verstrekte kinderbijslag, zodanig zijn dat het voor de model-gerechtigde, bedoeld in de bij dit deel gevoegde tabel, ten minste gelijk is aan het in die tabel voor het onderhavige geval genoemde percentage van het totaal van de vroegere inkomsten uit arbeid van de gerechtigde of van zijn kostwinner en van het bedrag van de kinderbijslag, verstrekt aan een beschermd persoon die dezelfde gezinslasten heeft als de model-gerechtigde.

2. De vroegere inkomsten uit arbeid van de gerechtigde of van zijn kostwinner worden overeenkomstig voorgeschreven regelen berekend; wanneer de beschermde personen of hun kostwinners zijn ingedeeld in klassen naar hun inkomsten uit arbeid, kunnen deze vroegere inkomsten worden berekend naar het basisinkomen van de klasse waartoe zij hebben behoord.

3. Het bedrag van de uitkering of het arbeidsinkomen, dat voor de berekening van de uitkering in aanmerking wordt genomen, kan aan een maximum worden gebonden, mits dit maximum zodanig wordt vastgesteld dat voldaan wordt aan de bepalingen van het eerste lid van dit artikel, wanneer het vroegere arbeidsinkomen van de gerechtigde of van zijn kostwinner minder bedraagt dan of gelijk is aan het loon van een geschoolde mannelijke arbeider.

4. De vroegere inkomsten uit arbeid van de gerechtigde of van zijn kostwinner, het loon van de geschoolde mannelijke arbeider, de uitkeringen en de kinderbijslag worden berekend naar dezelfde tijdsbasis.

5. Voor de andere gerechtigden wordt de uitkering zodanig vastgesteld dat deze in een redelijke verhouding staat tot die van de model-gerechtigde.

6. Voor de toepassing van dit artikel wordt als een geschoolde arbeider aangemerkt :

a) een bankwerker of een draaier in de bedrijfstak machinebouw, met uitzondering van die van elektrische apparaten; of

b) een model-geschoolde arbeider, zoals omschreven in de bepalingen van het volgende lid; of

c) een persoon wiens arbeidsinkomen gelijk is aan of meer bedraagt dan het arbeidsinkomen van 75 pct. van alle beschermde personen, waarbij dat arbeidsinkomen wordt bepaald over een tijdvak van een jaar of over een korter tijdvak, naar gelang is voorgeschreven; of

d) een persoon wiens arbeidsinkomen gelijk is aan 125 pct. van het gemiddelde arbeidsinkomen van alle beschermde personen.

7. Voor de toepassing van alinea *b* van het voorgaande lid wordt de model-geschoolde arbeider gekozen uit de klasse met het grootste aantal tegen de betrokken eventualiteit beschermde mannelijke personen of kostwinners van beschermde personen in de bedrijfstak die zelf het grootste aantal van deze beschermde personen of van die kostwinners telt; daartoe wordt gebruik gemaakt van de internationale industriële-standaard-classificatie van alle takken van economische bedrijvigheid, aangenomen door de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties in zijn zevende zitting op 27 augustus 1948 en in zijn in 1958 herziene vorm, als bijlage bij dit Verdrag gevoegd, met inachtneming van de wijzigingen welke daarin eventueel nog worden aangebracht.

8. Wanneer de uitkering van streek tot streek verschilt, kan voor elke streek een geschoolde mannelijke arbeider worden gekozen overeenkomstig de bepalingen van de leden 6 en 7 van dit artikel.

9. Het loon van de geschoolde mannelijke arbeider, met inbegrip van de eventuele duurtetoeslagen, wordt bepaald naar de grondslag van het loon voor een normaal aantal arbeidsuren, vastgesteld hetzij bij collectieve arbeidsovereenkomst, hetzij eventueel bij of krachtens de nationale wetgeving, hetzij krachtens gewoonte; wanneer de aldus vastgestelde lonen van streek tot streek verschillen en wanneer het voorgaande lid niet wordt toegepast, wordt het gemiddelde loon als grondslag genomen.

Artikel 27

1. Ten aanzien van elke periodieke betaling waarop dit artikel van toepassing is, moet het bedrag van de uitkering, vermeerderd met het bedrag van de tijdens de eventualiteit verleende kinderbijslag, zodanig zijn dat het voor de model-gerechtigde, bedoeld in de bij dit deel gevoegde tabel, ten minste gelijk is aan het in die tabel voor de desbetreffende eventualiteit aangegeven percentage van het loon van een volwassen ongeschoolde mannelijke arbeider, vermeerderd met het bedrag van de kinderbijslag, verleend aan een beschermde persoon die dezelfde gezinslasten heeft als de model-gerechtigde.

2. Het loon van een volwassen ongeschoolde mannelijke arbeider, de uitkering en de kinderbijslag worden berekend naar dezelfde tijdsbasis.

3. Voor de andere gerechtigden wordt de uitkering zodanig vastgesteld dat deze in een redelijke verhouding staat tot die van de model-gerechtigde.

4. Voor de toepassing van dit artikel wordt als ongeschoolde mannelijke arbeider aangemerkt :

a) een ongeschoolde arbeider in de bedrijfstak machinebouw, met uitzondering van die van elektrische apparaten; of

b) een ongeschoolde arbeider zoals omschreven in de bepalingen van het volgende lid.

5. Voor de toepassing van alinea *b)* van het voorgaande lid wordt de ongeschoolde arbeider gekozen uit de klasse met het grootste aantal tegen de betrokken eventualiteit beschermde mannelijke personen of kostwinners van beschermde personen in de bedrijfstak die zelf het grootste aantal van deze beschermde personen of kostwinners telt; daartoe wordt gebruik gemaakt van de internationale industriële standaardclassificatie van alle takken van economische bedrijvigheid, aangenomen door de Economische en Sociale Raad van de Verenigde Naties in zijn zevende zitting op 27 augustus 1948 en in zijn in 1958 herziene vorm, als bijlage bij dit Verdrag gevoegd, met inachtneming van de wijzigingen welke daarin eventueel nog worden aangebracht.

6. Wanneer de uitkering van streek tot streek verschilt kan voor elke streek een volwassen ongeschoolde mannelijke arbeider worden gekozen overeenkomstig de bepalingen van de leden 4 en 5 van dit artikel.

7. Het loon van een volwassen ongeschoolde mannelijke arbeider, met inbegrip van de eventuele duurtetoeslagen, wordt bepaald naar de grondslag van het loon voor een normaal aantal arbeidsuren, vastgesteld hetzij bij collectieve arbeidsovereenkomst, hetzij eventueel bij of krachtens de nationale wetgeving, hetzij krachtens gewoonte; wanneer de aldus vastgestelde lonen van streek tot streek verschillen en wanneer het voorgaande lid niet wordt toegepast, wordt het gemiddelde loon als grondslag genomen.

Artikel 28

Ten aanzien van elke periodieke betaling waarop dit artikel van toepassing is :

a) moet het bedrag van de uitkering worden vastgesteld naar een voorgeschreven tarief of naar een tarief, vastgesteld door het bevoegde overheidsorgaan, overeenkomstig voorgeschreven regelen;

b) kan het bedrag van de uitkering slechts worden verminderd in de mate waarin de overige inkomsten van het gezin van de gerechtigde een voorgeschreven of door het bevoegde overheidsorgaan overeenkomstig voorgeschreven regelen vastgesteld aanzienlijk bedrag te boven gaan;

c) moet, na aftrek van het in de vorige alinea bedoelde aanzienlijke bedrag, het totaal van de uitkering en de overige inkomsten voldoende zijn om aan het gezin van de gerechtigde gezonde en passende levensvoorwaarden te verzekeren; het mag niet minder bedragen dan het bedrag van de uitkering, berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 27

d) wordt aan het bepaalde in de voorgaande alinea geacht te zijn voldaan, indien het totaalbedrag van de krachtens het desbetreffende deel betaalde uitkeringen ten minste 30 pct. meer bedraagt dan het totaalbedrag der uitkeringen dat men zou verkrijgen bij toepassing van de bepalingen van artikel 27 en de bepalingen van :

i) alinea *b)* van het eerste lid van artikel 9, wat betreft deel II

ii) alinea *b)* van het eerste lid van artikel 16, wat betreft deel III;

iii) alinea *b)* van het eerste lid van artikel 22, wat betreft deel IV.

Artikel 29

1. Het bedrag van de lopende periodieke betalingen, bedoeld in de artikelen 10, 17 en 23, wordt herzien na aanmerkelijke veranderingen in het algemene loonpeil of na aanmerkelijke veranderingen in de kosten van levensonderhoud.

2. Elk lid moet in de rapporten over de toepassing van dit Verdrag, die het krachtens artikel 22 van het Statuut van de Internationale Arbeidsorganisatie moet uitbrengen, de uit deze herzieningen voortvloeiende resultaten vermelden en aangeven wat in dit opzicht is ondernomen.

Tabel (behorende bij Deel V)
Periodieke betalingen aan model-gerechtigden

<i>Deel</i>	<i>Eventualiteit</i>	<i>Model-gerechtigde</i>	<i>Percentage</i>
II	<i>Invaliditeit</i>	<i>Man met echtgenote en twee kinderen</i>	50
III	<i>Ouderdom</i>	<i>Pensioengerechtigde man met echtgenote</i>	45
IV	<i>Overlijden van de kostwinner</i>	<i>Weduwe met twee kinderen</i>	45

DEEL VI

Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 30

De nationale wetgeving moet voorzien in het behoud, onder voorgeschreven voorwaarden, van aanspraken op de contributieve uitkeringen bij invaliditeit en ouderdom en aan nagelaten betrekkingen.

Artikel 31

1. De uitkeringen bij invaliditeit en ouderdom of aan nagelaten betrekkingen kunnen onder voorgeschreven voorwaarden worden geschorst indien de gerechtigde betaalde arbeid verricht.
2. De contributieve uitkeringen bij invaliditeit en ouderdom of aan nagelaten betrekkingen kunnen worden verminderd wanneer de inkomsten uit arbeid van de gerechtigde een voorgeschreven bedrag te boven gaan; de vermindering van de uitkeringen mag echter niet meer bedragen dan het bedrag van de inkomsten uit arbeid.
3. De niet-contributieve uitkeringen bij invaliditeit en ouderdom of aan nagelaten betrekkingen kunnen worden verminderd wanneer de inkomsten uit arbeid van de gerechtigde of zijn andere inkomsten, of deze beide te zamen, een voorgeschreven bedrag te boven gaan.

Artikel 32

1. De uitkeringen, waarop een beschermd persoon recht zou hebben gehad op grond van een van de delen II tot en met IV van dit Verdrag, kunnen worden geschorst in een eventueel voor te schrijven mate :

- a)* zolang de belanghebbende zich niet op het grondgebied van het Lid bevindt, behalve, onder voorgeschreven voorwaarden, indien het contributieve uitkeringen betreft;
- b)* zolang het onderhoud van de belanghebbende ten laste van de overheid of van een orgaan of dienst van sociale zekerheid komt;
- c)* wanneer de belanghebbende getracht heeft op bedriegelijke wijze de desbetreffende uitkering te verkrijgen;
- d)* wanneer de eventualiteit is veroorzaakt door een door de belanghebbende gepleegd misdrijf;

e) wanneer de eventualiteit is veroorzaakt door een ernstig en opzettelijk verzuim van de belanghebbende;

f) in daarvoor in aanmerking komende gevallen, wanneer de belanghebbende zonder geldige reden nalaat gebruik te maken van de geneeskundige diensten of revalidatiediensten welke te zijner beschikking staan of wanneer hij de regelen niet nakomt welke zijn voorgeschreven voor het vaststellen van het bestaan van de eventualiteit of voor de gedragingen van de gerechtigden op uitkeringen;

g) ingeval het een uitkering aan nagelaten betrekkingen betreft ten behoeve van een weduwe, zolang zij in concubinaat leeft.

2. In voorgeschreven gevallen en binnen voorgeschreven grenzen moet een deel van de uitkering die normaal zou zijn toegekend, worden betaalbaar gesteld aan de personen die ten laste van de belanghebbende komen.

Artikel 33

1. Ingeval een beschermde persoon gelijktijdig aanspraak kan of zou hebben kunnen maken op verschillende uitkeringen bij invaliditeit, bij ouderdom of aan nagelaten betrekkingen, kunnen deze uitkeringen onder voorgeschreven voorwaarden en binnen voorgeschreven grenzen worden verminderd. De beschermde persoon moet echter in totaal een bedrag ontvangen dat ten minste gelijk is aan dat van de meest gunstige uitkering.

2. Ingeval een beschermde persoon aanspraak kan of zou hebben kunnen maken op een uitkering voorzien in dit Verdrag en, voor een zelfde eventualiteit, andere sociale verzekeringsuitkeringen in geld, met uitzondering van de kinderbijslag, ontvangt, kan de uitkering verschuldigd op grond van dit Verdrag onder voorgeschreven voorwaarden en binnen voorgeschreven grenzen worden verminderd of geschorst, met dien verstande dat het gedeelte van de uitkering dat wordt afgetrokken of geschorst het bedrag van de andere uitkeringen niet te boven gaat.

Artikel 34

1. Een ieder die aanspraak maakt op een uitkering moet het recht hebben beroep in te stellen wanneer hem een uitkering wordt geweigerd of wanneer hij zich niet kan verenigen met de hoedanigheid of het bedrag hiervan.

2. Procedures moeten worden voorgeschreven, die het de eiser mogelijk maken zich te doen vertegenwoordigen of te doen bijstaan door een geschikte persoon van zijn keuze of door een afgevaardigde van een representatieve organisatie van beschermde personen.

Artikel 35

1. Elk Lid moet een algemene verantwoordelijkheid aanvaarden wat betreft het verlenen van de krachtens dit Verdrag toegekende uitkeringen en neemt alle hiertoe dienende maatregelen.

2. Elk Lid moet een algemene verantwoordelijkheid aanvaarden voor een goede administratie van de instellingen en diensten die betrokken zijn bij de toepassing van dit Verdrag.

Artikel 36

Wanneer de administratie niet wordt gevoerd door een op overheidsvoorschriften berustende instelling of door een regeringsdepartement dat verantwoording verschuldigd is aan een parlement,

moeten vertegenwoordigers van de beschermde personen deelnemen aan de administratie onder voorgeschreven voorwaarden; de nationale wetgeving kan eveneens voorzien in deelneming van vertegenwoordigers van de werkgevers en van de overheid.

DEEL VII

Diverse bepalingen

Artikel 37

Elk Lid, welks wetgeving loontrekkenden beschermt, kan, voor zover noodzakelijk, van de toepassing van dit Verdrag uitzonderen :

- a) personen die gelegenhedswerk verrichten;
- b) inwonende gezinsleden van de werkgever, voor zover zij voor hem werkzaam zijn;
- c) andere groepen loontrekkenden, waarvan het aantal niet groter mag zijn dan 10 pct. vna het totaal der loontrekkenden, anderen dan zij die met toepassing van de alinea's *a* en *b* van dit artikel zijn uitgezonderd.

Artikel 38

1. Elk Lid, welks wetgeving loontrekkenden beschermt, kan door een bij zijn akte van bekrachtiging gevoegde verklaring, loontrekkenden in de landbouwsector, die ten tijde van bedoelde bekrachtiging nog niet door zijn wetgeving zijn beschermd, tijdelijk van de toepassing van dit Verdrag uitsluiten.

2. Elk Lid dat een verklaring ingevolge het vorige lid heeft afgelegd moet in de rapporten over de toepassing van dit Verdrag, die het krachtens artikel 22 van het Statuut van de Internationale Arbeidsorganisatie moet uitbrengen, aangeven in welke mate het gevolg heeft gegeven en welk gevolg het voornemens is te geven aan de bepalingen van het Verdrag, wat betreft de loontrekkenden in de landbouwsector, alsmede elke vooruitgang, geboekt met het oog op de toepassing van het Verdrag op genoemde loontrekkenden of, indien er geen verandering te melden is, alle in aanmerking komende uitleg verschaffen.

3. Elk Lid dat een verklaring heeft afgelegd overeenkomstig het eerste lid van dit artikel moet het aantal beschermde loontrekkenden in de landbouwsector vergroten in de mate en in een tempo dat de omstandigheden toelaten.

Artikel 39

1. Elk Lid dat dit Verdrag bekrachtigt kan door een bij zijn akte van bekrachtiging gevoegde verklaring van de toepassing van dit Verdrag uitsluiten :

- a) zeevarenden, met inbegrip van zeevissers,
- b) overheidsdienaren,

wanneer deze categorieën worden beschermd door speciale regelingen welke voorzien in uitkeringen die in totaal ten minste gelijkwaardig zijn aan die van dit Verdrag.

2. Wanneer een ingevolge het voorgaande lid afgelegde verklaring van kracht is, kan het Lid de in die verklaring bedoelde personen uitzonderen van het aantal personen dat voor de berekening van de

percentages bedoeld in alinea *b* van lid 1 en alinea *b* van lid 2 van artikel 9, alinea *b* van lid 1 en alinea *b* van lid 2 van artikel 16, alinea *b* van lid 1 en alinea *b* van lid 2 van artikel 22 en alinea *c* van artikel 37, in aanmerking wordt genomen.

3. Elk Lid dat een verklaring ingevolge het eerste lid van dit artikel heeft afgelegd kan later aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau kennis geven dat het de verplichtingen van dit Verdrag aanvaardt ten aanzien van de categorie of categorieën personen die het bij zijn bekrachtiging heeft uitgesloten.

Artikel 40

Wanneer een beschermde persoon krachtens de nationale wetgeving in geval van overlijden van de kostwinner aanspraak heeft de periodieke uitkeringen, anders dan die aan nagelaten betrekkingen, kunnen deze periodieke uitkeringen voor de toepassing van dit Verdrag met uitkeringen aan nagelaten betrekkingen worden gelijkgesteld.

Artikel 41

1. Wanneer een Lid :

a) de verplichting van dit Verdrag wat betreft de delen II, III en IV heeft aanvaard,

b) een percentage van het economisch actieve deel der bevolking beschermt, dat ten minste tien eenheden hoger is dan het vereiste percentage in alinea *b* van lid 1 van artikel 9, alinea *b* van lid 1 van artikel 16 en alinea *b* van lid 1 van artikel 22, of voldoet aan de bepalingen van alinea *c* van lid 1 van artikel 9, alinea *c* van lid 1 van artikel 16 en alinea *c* van lid 1 van artikel 22,

c) voor ten minste twee van de door de delen II, III en IV gedekte eventualiteiten uitkeringen waarborgt, waarvan het bedrag overeenkomt met een percentage dat ten minste vijf eenheden hoger is dan de percentages aangegeven in de bij deel V gevoegde tabel,

kan zulk een Lid gebruik maken van de bepalingen van het volgende lid.

2. Genoemd Lid kan :

a) voor de toepassing van alinea *b* van lid 2 van artikel 11 en alinea *b* van lid 2 van artikel 24 een wachttijd van drie jaren vervangen door een wachttijd van vijf jaren;

b) de gerechtigden op een uitkering aan nagelaten betrekkingen op een andere wijze vaststellen dan in artikel 21 is vereist, maar die waarborgt dat het totaal aantal gerechtigden niet lager is dan het aantal dat uit de toepassing van artikel 12 zou voortvloeien.

3. Ieder lid dat van de bepalingen van het vorige lid heeft gebruik gemaakt, geeft in de rapporten over de toepassing van dit Verdrag, die het krachtens artikel 22 van het Statuut van de Internationale Arbeidsorganisatie moet uitbrengen, de stand van zijn wetgeving en de uitvoering hiervan aan, met betrekking tot de vragen bedoeld in dit lid en de vooruitgang welke het met het oog op een volledige toepassing van het Verdrag heeft gemaakt.

Artikel 42

1. Wanneer een lid :

a) de verplichtingen van dit Verdrag wat betreft de delen II, III en IV heeft aanvaard.

b) een percentage van het economisch actieve deel der bevolking beschermt, dat ten minste tien eenheden hoger is dan het in alinea b) van lid 1 van artikel 9, alinea b) van lid 1 van artikel 16 en alinea b) van lid 1 van artikel 22 vereiste percentage, of voldoet aan de bepalingen van alinea c) van lid 1 van artikel 9, alinea c) van lid 1 van artikel 16 en alinea c) van lid 1 van artikel 22,

kan zulk een lid van sommige bepalingen van de delen II, III of IV afwijken, mits het totaalbedrag van de uitkeringen, verleend krachtens het desbetreffende deel, ten minste gelijk is aan 110 pct. van het totaalbedrag van de uitkeringen, dat verkregen zou worden bij toepassing van alle bepalingen van genoemd deel.

2. Elk lid dat gebruik heeft gemaakt van zodanige afwijkende bepalingen vermeldt in de rapporten over de toepassing van dit Verdrag, die het krachtens artikel 22 van het Statuut van de Internationale Arbeidsorganisatie moet uitbrengen, de stand van zijn wetgeving en de uitvoering hiervan met betrekking tot deze afwijkende bepalingen en de vooruitgang welke het met het oog op de volledige toepassing van het Verdrag heeft gemaakt.

Artikel 43

Dit Verdrag is niet van toepassing op :

a) eventualiteiten, die zich hebben voorgedaan voordat het desbetreffende deel van het Verdrag voor het betrokken lid in werking is getreden;

b) uitkeringen, toegekend voor eventualiteiten, die zich hebben voorgedaan nadat het desbetreffende deel van het Verdrag voor het betrokken lid in werking is getreden, voor zover het recht op deze uitkeringen voortvloeit uit tijdvakken, voorafgaande aan de datum van genoemde inwerkingtreding.

Artikel 44

1. Dit Verdrag herziet, onder de hierna aan te duiden voorwaarden, het Verdrag inzake de ouderdomsverzekering (industrie, enz.), 1933; het Verdrag inzake de ouderdomsverzekering (landbouw), 1933; het Verdrag inzake de invaliditeitsverzekering (industrie, enz.), 1933; het Verdrag inzake de invaliditeitsverzekering (landbouw), 1933; het Verdrag inzake de overlijdensverzekering (industrie, enz.) 1933, en het Verdrag inzake de overlijdensverzekering (landbouw), 1933.

2. De aanvaarding van de verplichtingen van dit Verdrag door een lid dat partij is bij een of meer der aldus herziene Verdragen zal op de datum waarop het Verdrag voor dit lid in werking treedt de volgende juridische gevolgen hebben :

a) de aanvaarding van de verplichtingen van deel II van het Verdrag zal *ipso jure* de onmiddellijke opzegging van het Verdrag inzake de invaliditeitsverzekering (industrie, enz.), 1933, en het Verdrag inzake de invaliditeitsverzekering (landbouw), 1933, inhouden;

b) de aanvaarding van de verplichtingen van deel III van het Verdrag zal *ipso jure* de onmiddellijke opzegging van het Verdrag inzake de ouderdomsverzekering (industrie, enz.), 1933, en het Verdrag inzake de ouderdomsverzekering (landbouw), 1933, inhouden;

c) de aanvaarding van de verplichtingen van deel IV van het Verdrag zal *ipso jure* de onmiddellijke opzegging van het Verdrag inzake de overlijdensverzekering (industrie, enz.), 1933, en het Verdrag inzake de overlijdensverzekering (landbouw), 1933, inhouden.

Artikel 45

1. Overeenkomstig artikel 75 van het Verdrag betreffende de sociale zekerheid (minimumnormen), 1952, houden de volgende delen van genoemd Verdrag en de overeenkomstige bepalingen in de andere delen van genoemd Verdrag op van toepassing te zijn voor elk lid dat dit Verdrag bekrachtigt, van de datum af, waarop de bepalingen van dit Verdrag dit lid binden, mits geen verklaring overeenkomstig artikel 38 van kracht is :

- a) deel IX, indien een lid de verplichtingen van deel II van dit Verdrag heeft aanvaard;
- b) deel V, indien een lid de verplichtingen van deel II van dit Verdrag heeft aanvaard;
- c) deel X, indien een lid de verplichtingen van deel IV van dit Verdrag heeft aanvaard.

2. De aanvaarding van de verplichtingen van dit Verdrag zal voor artikel 2 van het Verdrag betreffende de sociale zekerheid (minimumnormen), 1952, worden beschouwd, mits geen verklaring overeenkomstig artikel 38 van kracht is, als aanvaarding van de verplichtingen van de volgende delen en de overeenkomstige bepalingen in de andere leden van genoemd Verdrag :

- a) deel IX, indien een Lid de verplichtingen van deel II van dit Verdrag heeft aanvaard;
- b) deel V, indien het Lid de verplichtingen van deel III van dit Verdrag heeft aanvaard;
- c) deel X, indien het Lid de verplichtingen van deel IV van dit Verdrag heeft aanvaard.

Artikel 46

Wanneer zulks wordt bepaald in een later door de Conferentie aangenomen Verdrag, hetwelk betrekking heeft op een of meer van de in dit Verdrag behandelde onderwerpen, houden de bepalingen van dit Verdrag welke in het nieuwe Verdrag worden genoemd, op van toepassing te zijn op elk Lid dat dit laatste Verdrag heeft bekrachtigd, van de datum af waarop dit Verdrag voor het betrokken Lid in werking treedt.

DEEL VIII

Slotbepalingen

Artikel 47

De formele bekrachtigingen van dit Verdrag worden aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau medegedeeld en door hem ingeschreven.

Artikel 48

1. Dit Verdrag is slechts verbindend voor de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie die hun bekrachtiging door de Directeur-Generaal hebben doen registreren.
2. Het treedt in werking twaalf maanden nadat de bekrachtigingen van twee Leden door de Directeur-Generaal zijn geregistreerd.
3. Vervolgens treedt dit Verdrag voor ieder Lid in werking twaalf maanden na de datum waarop zijn bekrachtiging is ingeschreven.

Artikel 49

1. Elk lid dat dit Verdrag heeft bekrachtigd, kan na verloop van een termijn van tien jaren na de datum van zijn inwerkingtreding dit Verdrag of één of meer der delen II tot en met IV opzeggen door middel van een aan de Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau gerichte en door deze geregistreerde verklaring. De opzegging wordt eerst van kracht een jaar nadat zij is geregistreerd.
2. Elk lid dat dit Verdrag heeft bekrachtigd en niet binnen een jaar na het verloop van de termijn van tien jaar als bedoeld in het voorgaande lid gebruik maakt van de bevoegdheid tot opzegging voorzien in dit artikel is voor een nieuwe termijn van tien jaren gebonden en kan daarna dit Verdrag of een der delen II tot en met IV opzeggen na afloop van elke termijn van tien jaar onder de voorwaarden bedoeld in dit artikel.

Artikel 50

1. De Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau geeft aan alle Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie kennis van de registratie van alle bekrachtigingen en opzeggingen die hem door de Leden der Organisatie zijn medegedeeld.
2. Bij de kennisgeving aan de Leden der Organisatie van de registratie van de tweede hem medegedeelde bekrachtiging, vestigt de Directeur-Generaal de aandacht van de Leden der Organisatie op de datum waarop dit Verdrag in werking treedt.

Artikel 51

De Directeur-Generaal van het Internationaal Arbeidsbureau doet aan de Secretaris-Generaal van de Verenigde Naties mededeling, ter registratie overeenkomstig artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties, van de volledige bijzonderheden betreffende alle bekrachtigingen en opzeggingen, welke door hem overeenkomstig de bepalingen van de vorige artikelen zijn geregistreerd.

Artikel 52

Telkens wanneer de Raad van Beheer van het Internationaal Arbeidsbureau zulks nodig oordeelt, brengt deze Raad aan de Algemene Conferentie verslag uit over de toepassing van dit Verdrag en onderzoekt of het wenselijk is de gehele of gedeeltelijke herziening ervan op de agenda van de Conferentie te plaatsen.

Artikel 53

1. Indien de Conferentie een nieuw Verdrag aanneemt, houdende gehele of gedeeltelijke herziening van dit Verdrag, zal, tenzij het nieuwe Verdrag anders bepaalt :
 - a) de bekrachtiging door een Lid van het nieuwe Verdrag, houdende herziening, *ipso jure* onmiddellijke opzegging van dit Verdrag medebrengen, niettegenstaande het bepaalde in artikel 49, zodra het nieuwe Verdrag, houdende herziening, in werking is getreden;
 - b) met ingang van de datum waarop het nieuwe Verdrag, houdende herziening, in werking is getreden, dit Verdrag niet langer door de Leden bekrachtigd kunnen worden.
2. Dit Verdrag blijft echter in elk geval naar vorm en inhoud van kracht voor de Leden die het bekrachtigd hebben en die het nieuwe Verdrag, houdende herziening, niet bekrachtigen.

Artikel 54

De Franse en de Engelse tekst van dit Verdrag zijn gelijkelijk authentiek.

BIJLAGE

Internationale industriële standaard-classificatie van alle takken van economische bedrijvigheid

(Herzien in 1958)

Lijst van bedrijfstakken en voornaamste groepen

Bedrijfstak 0. Landbouw, bosbouw, jacht en visserij

Klasse. Branche

01. Landbouw.

02. Bosbouw en bosexploitatie.

03. Jacht, vallen zetten en bevordering van de wildstand.

04. Visserij.

Bedrijfstak 1. Winning van bodemschatten

11. Winning van steenkool.

12. Winning van metaalertsen.

13. Ruwe olie en aardgas.

14. Exploitatie van steen-, klei- en zandgroeven.

19. Winning van andere dan metaalhoudende delfstoffen.

Bedrijfstakken 2 en 3. Fabrieken

20. Voedingsmiddelenindustrie, met uitzondering van drankindustrie.

21. Drankindustrie.

22. Tabakverwerkende industrie.

23. Textielindustrie.

24. Schoen- en kledingindustrie en verwerking van diverse geweven stoffen.

25. Hout- en kurkindustrie, met uitzondering van de meubelindustrie.
26. Meubelindustrie.
27. Papierindustrie en de vervaardiging van papierprodukten.
28. Drukkerij, uitgeverij en aanverwante bedrijven.
29. Leder- en lederwarenindustrie en bont- en bontartikelenindustrie, uitgezonderd de vervaardiging van schoeisel en andere kledingstukken.
30. Rubberververkende industrie.
31. Chemische industrie.
32. Vervaardiging van olie- en steenkoolderivaten.
33. Vervaardiging van niet-metaalhoudende minerale produkten, met uitzondering van olie- en steenkoolderivaten.
34. Grootmetaalindustrie.
35. Vervaardiging van metaalwerken, met uitzondering van machines en transportmateriaal.
36. Constructie van machines, met uitzondering van elektrische machinerieën.
37. Constructie van elektrische machinerieën, apparaten en onderdelen.
38. Vervaardiging van transportmateriaal.
39. Fabrieksbedrijven van verschillende aard.

Bedrijfstak 4. Bouwbedrijf en Openbare Werken

40. Bouwbedrijf en Openbare Werken.

Bedrijfstak 5. Elektriciteit, gas, water en sanitaire diensten

51. Elektriciteit, gas en stoom.
52. Waterleiding en sanitaire diensten.

*Bedrijfstak 6. Handel, bankwezen, verzekeringsbedrijven,
handel en onroerend goed*

61. Groot- en kleinhandel.
62. Banken en andere financiële instellingen.
63. Verzekeringsbedrijven.
64. Handel in onroerend goed.

Bedrijfstak 7. Vervoer, opslag en communicatiemiddelen

- 71. Vervoer.
- 72. Opslagplaatsen en magazijnen.
- 73. Communicatiemiddelen.

Bedrijfstak 8. Diensten

- 81. Overheidsdiensten.
- 82. Diensten ten gerieve van publiek.
- 83. Diensten ten gerieve van bedrijfsleven.
- 84. Diensten ten behoeve van de recreatie.
- 85. Particuliere diensten.

Bedrijfstak 9. Onduidelijk omschreven werkzaamheden

- 90. Onduidelijk omschreven werkzaamheden.

Gebonden staten

<u>Staten / Organisaties</u>	<u>Datum authenticatie</u>	<u>Type instemming</u>	<u>Datum instemming</u>	<u>Datum inwerkingtreding</u>
Barbados		Bekracting	15/09/1972	15/09/1973
België		Bekracting	14/06/2017	14/06/2018
Bolivia		Bekracting	31/01/1977	31/01/1978
Cyprus		Bekracting	07/01/1969	07/01/1970
Duitsland		Bekracting	15/01/1971	15/01/1972
Ecuador		Bekracting	05/04/1978	05/04/1979
Finland		Bekracting	13/01/1976	13/01/1977
Libië		Bekracting	19/06/1975	19/06/1976
Noorwegen		Bekracting	01/11/1968	01/11/1969
Nederland		Bekracting	27/10/1969	27/10/1970
Oostenrijk		Bekracting	04/11/1969	04/11/1970
Slowakije		Bekracting	01/01/1993	01/01/1994
Tsjechische Republiek		Bekracting	01/01/1993	01/01/1994
Republiek Uruguay		Bekracting	28/06/1973	28/06/1974
Venezuela		Bekracting	01/12/1983	01/12/1984
Zweden		Bekracting	26/07/1968	01/11/1969
Zwitserland		Bekracting	13/09/1977	13/09/1978